

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ADL PARTNER

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 7 000 632 €.

Siège social : 3, avenue de Chartres, 60500 Chantilly.

393 376 801 R.C.S. Senlis.

Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre

A. – Clôture des comptes sociaux au 31 décembre 2006

I. – Bilan

(En K€.)

Actif	Montant brut	Amortissements	31/12/2006	31/12/2005 (après fusion)	31/12/2004 (avant fusion)
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets et droits similaires	4 264	2 712	1 552	1 080	949
Fonds commercial	4 269		4 269	4 269	4 269
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles	31		31	667	20
Immobilisations corporelles					
Constructions	2 991	1 223	1 768	1 770	
Installations techniques, matériel, outillage	1 176	1 047	129	72	
Autres immobilisations corporelles	2 725	1 671	1 053	1 061	11
Immobilisations en cours				56	
Immobilisations financières					
Autres participations	21 139	14 542	6 598	5 945	913
Créances rattachées à des participations	10 183	329	9 854	10 089	6 149
Autres immobilisations financières	252		252	231	94
Actif immobilisé	47 031	21 524	25 506	25 238	12 404
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements	62		62	33	7
Marchandises	2 471	438	2 033	1 495	291
Avances et acomptes versés sur commandes	8		8	58	
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	21 824	2 936	18 888	16 757	9 122
Autres créances	3 729	18	3 711	4 897	3 207
Divers					
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 1 099)	1 099	50	1 049	1 120	3 893
Disponibilités	8 289		8 289	6 715	4 106
Comptes de régularisation					
Charges constatées d'avance	3 896		3 896	4 193	435

Actif circulant	41 379	3 443	37 936	35 268	21 060
Charges à répartir sur plusieurs exercices					18 784
Ecart de conversion actif	53		53	35	121
Total général	88 463	24 967	63 496	60 541	52 369

Passif	31/12/2006	31/12/2005 (après fusion)	31/12/2004 (avant fusion)
Capital social ou individuel (dont versé : 7 001)	7 001	7 001	3 750
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 078	8 078	3 770
Réserve légale	700	375	375
Autres réserves (dont achat oeuvres originales artistes)	2 243	14 000	11 000
Report à nouveau		-13 778	5 702
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 389	2 346	3 547
Provisions réglementées	2 100	1 786	733
Capitaux propres	22 510	19 808	28 878
Provisions pour risques	480	760	599
Provisions pour risques et charges	480	760	599
Dettes financières			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65	2 238	1 201
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs)	900	1 126	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	727	121	81
Dettes d'exploitation			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 555	28 313	18 136
Dettes fiscales et sociales	9 174	7 272	2 970
Dettes diverses			
Autres dettes	651	881	503
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance	434	5	1
Dettes	40 505	39 956	22 892
Ecart de conversion passif		17	
Total général	63 496	60 541	52 369

II. – Compte de résultat

(En K€.)	France	Exportation	31/12/2006	31/12/2005 (après fusion)	31/12/2004 (avant fusion)
Ventes de marchandises	22 116	1	22 117	23 243	159
Production vendue de services	73 126	631	73 757	69 578	48 509
Chiffres d'affaires nets	95 242	632	95 874	92 821	48 668
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			3 457	3 787	17 097
Autres produits			1 245	1 250	477
Produits d'exploitation			100 576	97 858	66 242
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			9 791	9 909	1 872
Variation de stock (marchandises)			-651	-20	-27
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			11 900	11 057	3 626

Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-27	21	9
Autres achats et charges externes			43 046	41 246	29 879
Impôts, taxes et versements assimilés			1 115	1 065	353
Salaires et traitements			11 370	11 648	3 214
Charges sociales			5 354	5 502	1 798
Dotations d'exploitation					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			836	759	15 036
Sur actif circulant : dotations aux provisions			3 295	2 962	75
Pour risques et charges : dotations aux provisions			97	188	485
Autres charges			4 021	4 589	1 965
Charges d'exploitation			90 147	88 927	58 286
Résultat d'exploitation			10 429	8 931	7 956
Produits financiers					
Produits financiers de participations			333	315	493
Autres intérêts et produits assimilés			27	21	1
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 646	1 736	89
Différences positives de change			4	3	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			189	210	120
Produits financiers			2 199	2 285	704
Dotations financières aux amortissements et provisions			4 676	5 734	2 271
Intérêts et charges assimilées			391	373	74
Différences négatives de change			65	11	1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			51		3
Charges financières			5 183	6 119	2 349
Résultat financier			-2 984	-3 833	-1 645
Résultat courant avant impôts			7 445	5 097	6 311
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				221	
Produits exceptionnels sur opérations en capital			9	23	
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 405	207	16
Produits exceptionnels			1 413	450	16
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 039	2 330	62
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 865	47	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			618	148	756
Charges exceptionnelles			3 522	2 526	817
Résultat exceptionnel			-2 109	-2 075	-802
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			583	30	382
Impôts sur les bénéfices			2 365	646	1 580
Total des produits			104 189	100 593	66 961
Total des charges			101 800	98 247	63 414
Bénéfice ou perte			2 389	2 346	3 547

III. – Tableau de flux de trésorerie

(En K€.)	31/12/2006 (après fusion)*	31/12/2005 (après fusion)*	31/12/2004 (avant fusion)*
Résultat net	2 389	2 346	3 547
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	2 769	4 762	18 488
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		66	
Plus et moins-values de cession	1 856	25	
Dividendes	-12		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	7 002	7 200	22 036
Coût de l'endettement financier net	227	-133	
Charge d'impôt	2 365	646	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt (A)	9 594	7 713	22 036
Impôts versé (B)	637	-2 081	
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-983	-566	1 179
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)	9 248	5 066	23 215
Investissement commercial (transfert de charges à répartir)			-17 013
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-665	-1 871	-102
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	23	
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres)	-275	-6 741	-4 520
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres)			2 770
Dividendes reçus	12		
Variation des prêts et avances consentis	-4 921	233	
Autres flux liés aux opérations d'investissement	379	-203	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-5 461	-8 559	-18 864
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		537	
Rachats et reventes d'actions propres	70	-118	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 100	
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-342	-122	-2 500
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	111	133	
Autres flux liés aux opérations de financement	-2	0	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-162	1 529	-2 500
Incidence des variations des cours des devises (G)			
Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	3 625	-1 964	1 851
Trésorerie d'ouverture	4 661	6 625	4 053
Trésorerie de clôture	8 285	4 661	5 905
Apport trésorerie France Abonnements au 31/12/2004			720
Trésorerie de clôture fusionnée	8 285	4 661	6 625

* Il est rappelé que, jusqu'au 31/12/2004, ADLPartner avait la possibilité de transférer en charges à répartir le montant de ses investissements commerciaux et de les amortir. En 2005, ces investissements sont pris directement en charges d'exploitation. De ce fait, les lignes « capacité d'autofinancement » et « flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement » ne sont pas comparables.

IV. – Annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le directoire le 22 mars 2007 et présentés au conseil de surveillance le 23 mars 2007.

Ils comprennent :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006 dont le total est de 63 496 034 € et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 104 188 916 € et dégagant un bénéfice de 2 389 151 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Préambule

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.

1. – Faits caractéristiques de l'exercice

Après la fusion avec la société mère France Abonnements intervenue le 21 décembre 2005 et le changement de mode de gestion qui s'en est suivi, l'exercice 2006 a été marqué par l'intégration des services des deux sociétés ayant conduit à une nouvelle organisation. La décision de procéder à une distribution d'actions gratuites au personnel, représentant environ 0,6 % du capital, a accompagné ces mesures.

Le nouveau directoire a entrepris de diversifier la nature des offres commerciales ainsi que les canaux de distribution de ces offres. En particulier de nouvelles prospections ont été engagées via le media Internet, tant sur deux sites propres à la société que sur des sites développés en partenariats. L'activité en France a enregistré un volume en croissance, malgré la conjoncture maussade vécue par la vente à distance en 2006.

A l'étranger, il a été décidé en mars 2006 de mettre fin aux opérations en Italie et, en conséquence, la filiale italienne a été liquidée en fin d'année après avoir cédé son portefeuille résiduel d'abonnements. La filiale britannique a connu un changement de direction et une réorientation de ses opérations. Ailleurs les opérations ont été normalement poursuivies.

Les relations contractuelles liant la société mère à l'ensemble de ses filiales ont fait l'objet d'un réexamen et d'une mise à jour pour prendre effet au 1er janvier 2007.

2. – Principes, règles et méthodes comptables

En application du Code de commerce, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables, à l'exception des changements mentionnés ci-dessus.

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1. – Actif immobilisé

Depuis le 1er janvier 2005, la société applique le règlement 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et le règlement 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée à l'actif, lorsque les conditions suivantes sont simultanément réunies :

- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants, son coût ou sa valeur peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

2.1.1. – Immobilisations incorporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces biens dans le patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon les durées d'utilisation suivantes :

Logiciel bureautique	3 ans
Logiciel applicatif	3 à 5 ans

L'entreprise se réserve la possibilité d'utiliser l'amortissement fiscal dérogatoire (1 an pour les logiciels, selon le mode dégressif pour les biens y ouvrant droit) au cas par cas.

Le fonds commercial de l'activité France Abonnements Entreprises, apporté antérieurement par la société mère France Abonnements pour 4 269 K€, ne fait pas l'objet d'amortissement, mais pourrait, le cas échéant, faire l'objet d'une provision pour dépréciation si la rentabilité de cette activité ne justifiait pas la valeur inscrite à l'actif.

La valeur inscrite à l'actif a été comparée à la somme des revenus nets futurs actualisés de l'activité, revenus qui ont été déterminés dans le cadre de l'élaboration d'un plan 2006/2009 et actualisés ensuite à l'infini au taux indiqué par les experts d'Associés en finance : la somme obtenue est très supérieure à la valeur bilancielle et justifie l'absence de dépréciation.

2.1.2. – Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces biens dans le patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon des durées d'utilisation suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 à 5 ans
Matériel de restaurant d'entreprise	3 à 10 ans
Mobilier du bureau	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 4 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

2.1.3. – Immobilisations financières

La détermination de la valeur nette comptable des investissements dans les filiales étrangères (titres de participation et prêts d'actionnaire) est fondée sur l'appréciation de leur valeur d'actif net corrigée de la seule valeur de leur portefeuille d'abonnements, celle-ci étant calculée à partir de l'actualisation des flux nets de revenus qu'ils vont générer.

Cette procédure est appliquée aux filiales à partir de leur deuxième année d'existence. Les deux premières années ne donnent pas lieu à constitution de provisions, dans la mesure où il est normal qu'une société dégage des pertes lors de son démarrage. La dotation aux provisions est ensuite lissée sur trois exercices pour arriver à une application stricte de la méthode à la fin du cinquième exercice ; toutefois, en cas de dérive des résultats observés par rapport aux plans initiaux, le provisionnement peut être accéléré.

2.2. – Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode Fifo. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur déterminée comme ci-dessus.

2.3. – Créances et dettes fournisseurs

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont enregistrées à leur contre-valeur en euros à la date de l'opération. Les écarts éventuels avec le cours de clôture donnent lieu à la constatation d'écarts de conversion.

Pour l'activité Abonnements à Durée Libre, une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers. Mais, en raison des modes de règlement clients et des actions menées par le service clientèle, le risque d'impayés est négligeable et ne s'est traduit au cours des dernières années qu'en montants de créances provisionnées non significatifs.

Pour l'activité Abonnements à Durée Déterminée et Livres-Objets-Audio-Video, les provisions pour créances douteuses sont, pour l'essentiel, établies sur des bases statistiques issues des données des trois années antérieures.

2.4. – Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance concernent principalement les charges exposées pour la conception, la fabrication, le routage, l'affranchissement des mailings et engagées sur l'exercice clos pour les opérations commerciales débutant après la clôture.

Les produits constatés d'avance concernent les produits des opérations commerciales afférentes à l'année suivante, qui sont enregistrés sur l'exercice en cours ainsi que les produits facturés pour lesquels la livraison est intervenue sur l'exercice suivant.

2.5. – Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC n° 2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est à dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

3. – Informations relatives au bilan

3.1. – Immobilisations incorporelles

Les mouvements, ayant affecté les immobilisations incorporelles, se présentent comme suit :

Valeur brute (en K€.)	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Marques, fichiers, logiciels	4 285	1 025	1 046	4 264
Fonds commercial	4 269			4 269
Acomptes immobilisations incorporelles	667	277	913	31
Total	9 222	1 302	1 959	8 564

Amortissements (en K€.)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Marques, fichiers, logiciels	3 206	552	1 046	2 712
Fonds commercial	0			0
Total	3 206	552	1 046	2 712

3.2. – Immobilisations corporelles

Les mouvements, ayant affecté les immobilisations corporelles, se présentent comme suit :

Valeur brute (en K€.)	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Constructions	2 942	49		2 991
Installations techniques	1 075	101		1 176
Autres immobilisations	2 551	182	9	2 724
Immobilisations en cours	56	28	84	0
Avances et acomptes	0			0
Total	6 624	360	93	6 891

Amortissements (en K€.)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Constructions	1 172	51		1 223
Installations techniques	1 003	43		1 046
Autres immobilisations	1 490	190	8	1 672
Total	3 665	284	8	3 941

3.3. – Immobilisations financières

Les mouvements, ayant affecté les immobilisations financières, se présentent comme suit :

Valeur brute (en K€.)	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Participations	17 346	6 060	2 266	21 140
Créances rattachées à des participations	11 585	5 143	6 545	10 183
Autres immobilisations financières	230	22		252
Total	29 161	11 225	8 811	31 575

Provisions (en K€.)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Participations	11 400	4 338	1 196	14 542
Créances rattachées à des participations	1 497	239	1 407	329
Autres immobilisations financières	0			0
Total	12 897	4 577	2 603	14 871

3.3.1. – Titres de participations et créances rattachées

Au cours de l'exercice, ADLPartner a souscrit à l'augmentation du capital :

- de sa filiale anglaise, qu'elle détient à 100 %, pour 3 568 K€ ;
- de sa filiale italienne, qu'elle détenait à 100 %, pour 717 K€ (augmentation suivie d'une réduction de capital de 811 K€ pour apurement des pertes, puis d'une mise en liquidation ayant conduit à la sortie des titres de participation) ;
- de sa filiale espagnole (Suscripciones), qu'elle détient à 100 %, pour 1 500 K€ (apport en numéraire pour apurement du report à nouveau débiteur).

ADLPartner Marketing GmbH, filiale allemande détenue à 100 %, a constitué la première implantation internationale du groupe ADLPartner. Après avoir constaté les difficultés rencontrées pour développer un ensemble de partenariats propres à assurer la rentabilité des investissements, le conseil d'administration a décidé en mars 2003 l'arrêt des opérations de promotion commerciale et la société s'est mise en position de réaliser l'actif constitué, ce qui a abouti à la vente des droits financiers attachés au portefeuille d'abonnements recrutés et gérés. Cette vente a permis d'abord le remboursement intégral des prêts d'actionnaire consentis, puis en 2006 un remboursement de 401 K€ sur les fonds propres investis. ADLPartner a alors acheté pour 7 550 € les 30 % qui appartenaient à Publishers Clearing House. L'intervention d'ADLPM dans la liquidation de la filiale italienne, qui s'est traduite par une reprise du portefeuille résiduel d'abonnements, a permis une reprise de provisions de 48 K€.

L'investissement en Grande-Bretagne chez ADLPartner UK, dont ADLPartner détient 100 % du capital, s'est accru en 2006 de 1 790 K€, dont 3 568 K€ en augmentation des titres de participation et 1 778 K€ en réduction du prêt d'actionnaire. L'application de la procédure définie et exposée ci-dessus a conduit à constituer sur l'exercice une provision de 1 920 K€ portant la provision totale à 7 042 K€ sur l'investissement total de 8 826 K€.

Compte tenu de la présence d'un holding local, l'investissement en Espagne est constitué d'une participation de 100 % au capital de Suscripciones España pour 3 009 K€ et d'un prêt d'actionnaire de 2 317 K€, le holding finançant sa propre filiale à 100 % ADLPartner Hispania. L'application de la procédure décrite a conduit à doter 1 123 K€ à la provision sur titres de participation.

Le directoire a jugé que les perspectives de la société ADLPartner Italia, qui avait démarré ses opérations en décembre 2003, n'étaient pas suffisantes et la décision a été prise en mars 2006 dans un premier temps d'arrêter les investissements commerciaux, puis ultérieurement de procéder à la liquidation de la filiale intervenue en décembre 2006. Il en est résulté sur l'exercice une perte nette de 191 K€.

Bien que n'ayant débuté son activité qu'au second semestre de 2005, l'évolution des résultats de la filiale brésilienne a conduit à anticiper sur l'application de la procédure normale de provisionnement et à doter 458 K€ de provision sur cette filiale, dont 393 K€ appliqués aux titres de participation (100 %) et 65 K€ appliqués au prêt d'actionnaire, qui a fait l'objet d'un versement de 796 K€ en 2006.

L'investissement en Suisse est constitué d'une participation de 50 % au capital d'ADLPartner Suisse pour 85 K€ et d'un prêt d'actionnaire pour 529 K€. Des négociations entamées avec notre associé pour la reprise de notre participation ont conduit à provisionner sur la base de la valeur de l'offre qui nous a été faite, ce qui a entraîné une dotation de 174 K€ appliquée au montant du prêt.

La provision pour dépréciation des titres de notre filiale SIDD a été augmentée de 212 K€ ; au 31 décembre 2006, elle s'élève à 3 319 K€.

Le holding SIDD, possédé à 100 %, assure pour le compte d'ADLPartner le financement de la part du groupe dans la filiale allemande Abo Service International (ASI) détenue à 52,2 %.

Depuis sa création par France Abonnements, ASI a d'abord investi dans la constitution d'un portefeuille d'abonnements, investissement qui s'est traduit par des pertes comptables conduisant à une situation nette négative. A partir du 2ème semestre 1999, une nouvelle stratégie commerciale a permis à ASI d'enregistrer un bénéfice d'exploitation et de renverser durablement la tendance de ses résultats. La situation nette de cette filiale est devenue positive à la fin de l'exercice 2003. En 2005, SIDD a augmenté sa participation en achetant 3 % du capital sur la base d'une valeur de 15,5 M€ ; c'est sur cette valeur que SIDD valorise sa participation. La dotation de 212 K€ comptabilisée sur la participation chez SIDD correspond à la perte comptable de la filiale dans l'exercice.

Le prêt participatif accordé par France Abonnements à SIDD avec un plafond de 6,5 M€ arrive à échéance au 31 décembre 2007. L'encours au 31 décembre 2006 s'élève à 5,8 M€.

L'exercice 2006 a en outre enregistré :

- l'achat pour 267 K€ de 19 % du capital de la SCI de la rue de Chartres pour porter à 100 % la détention de cette filiale ;
- la liquidation définitive d'Eldorawin GmbH, participation reçue de France Abonnements et qui était entièrement provisionnée.

3.4. – Stocks

Les stocks se décomposent comme suit :

(En K€.)	Brut	Provision	Net
Primes (cadeaux clients) - Livres audio vidéo	2 471	438	2 033
Documents de traitement, emballages	62		62
Total	2 533	438	2 095

3.5. – Clients

Le poste clients se présente comme suit :

(En K€.)	Brut	Provision	Net
Clients (échéance – 1 an)	21 824	2 936	18 888

3.6. – Autres créances et comptes de régularisation

Le poste autres créances (total de 3 711 K€, dont taxes sur le chiffre d'affaires : 2 935 K€, compte courant Le Grand Tirage : 64 K€, autres débiteurs : 712 K€) est composé de montants à échéance de moins d'un an.

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 3 896 K€.

3.7. – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont entièrement constituées par des actions propres auto détenues. A hauteur de 929 K€ (332 676 actions), elles sont destinées à l'octroi d'options d'achat, à la distribution d'actions gratuites ou à la rémunération d'acquisitions en croissance externe. A hauteur de 170 K€ (10 599 actions), il s'agit d'actions achetées dans le cadre de l'animation de marché ; la moyenne des cours de bourse du dernier mois de clôture étant inférieure à leur prix d'acquisition, une provision pour dépréciation a été constituée pour 50 K€.

3.8. – Trésorerie

La trésorerie nette ressort en excédent à hauteur de 8 285 K€.

Un crédit bancaire moyen terme mobilisable de 2 500 K€ a été mis en place en mai 2003. Il est remboursable selon son utilisation sur la période du 31 mars 2004 jusqu'à son terme le 31 décembre 2008. Son plafond d'utilisation se réduit chaque trimestre de 125 K€.

Compte tenu de la situation de trésorerie excédentaire, il n'est pas mobilisé au 31 décembre 2006 (montant mobilisable : 1 000 K€).

Les financements bancaires à court terme et à moyen terme sont à taux variables.

Au 31 décembre 2006, les dettes bancaires et autres emprunts à plus d'un an se présentent comme suit :

(En K€.)	Total	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunt MT BNP	62	62	-	
Crédit vendeur	900	240	660	

3.9. – Capitaux propres

Au 31 décembre 2006, le capital de 7 000 632 € est divisé en 4 500 000 actions.

La variation des capitaux propres est la suivante :

(En K€.)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission, de fusion, d'apport	(*) Autres réserves et provisions réglementées	Résultat exercice	Capitaux propres
Situation au 31/12/2004	2 410 500	3 750	3 770	17 810	3 547	28 877
Impact charges à répartir				-18 784		-18 784
Impact stock d'adresses				-1 248		-1 248
Impact composant				5		5
Augmentation de capital	3 654 600	5 686	6 430			12 116
Réduction de capital	-1 565 100	-2 435	-1 859			-4 294
Affectation du résultat				3 547	-3 547	0
Imputation frais sur prime de fusion			-263			-263
Résultat de l'exercice					2 346	2 346
Amortissements dérogatoires				1 053		1 053
Situation au 31/12/2005	4 500 000	7 001	8 078	2 383	2 346	19 808
Affectation du résultat				2 346	-2 346	0
Résultat de l'exercice					2 389	2 389
Amortissements dérogatoires				313		313
Situation au 31/12/2006	4 500 000	7 001	8 078	5 042	2 389	22 510

(*) Correspond aux postes : Réserve légale + Autres réserves + Report à nouveau + Provisions réglementées.

Les 4 500 000 actions composant le capital représentent un total de droits de vote de 7 614 123 dont 7 270 848 sont exerçables (3 113 655 actions bénéficient d'un droit de vote double).

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 20 janvier 2006 ; le volume d'actions attribuées s'élève à la clôture à 22 300 pour un coût provisionné de 197 K€.

Aucune levée de plan d'options d'actions n'a été opérée sur l'exercice. Les informations détaillées relatives aux plans en cours figurent dans le rapport de gestion du groupe.

3.10. – Provisions pour risques et charges

Valeur brute	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions			Fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	Total	
Provisions pour risques et charges	760	348	572	56	628	480
Total	760	348	572	56	628	480

Elles sont constituées par :

- 53 K€ de provision pour perte de change sur les prêts à ADLPartner Suisse et à ADLPartner UK ;
- 128 K€ de provision pour litiges prud'homaux ;
- 56 K€ de provision pour litiges clients ;
- 46 K€ de provision pour divers litiges ;
- 197 K€ de provision pour attribution d'actions gratuites au personnel.

3.11. – Autres dettes et comptes de régularisation

Le poste autres dettes pour 651 K€ est composé de lots à payer relatifs à divers tirages pour 340 K€ et de 311 K€ d'avoirs à établir.

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des opérations commerciales engagés sur l'exercice 2006 au titre de l'exercice 2007. Leur montant au 31 décembre 2006 s'élève à 434 K€.

3.12. – Opérations avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont celles détenues directement par la société ADLPartner à 50 % et plus.

(En K€.)	Total	SIDD	Le grand tirage	SCI rue de Chartres	Suscripciones Espana	ADLPM	ADLP Brésil	ADLP UK	ADLP Suisse
Titres de participation	21 140	5 573	60	1 406	3 009	2 613	393	8 001	85
Provision pour dépréciation des titres	14 542	3 319	60		1 123	2 520	393	7 042	85
Créances sur participation	10 184	5 835			2 317		677	826	529
Provision pour dépréciation prêt	329						65		264
Provision pour risque	0								
Clients et débiteurs divers	740	19	77	4	62		322	231	25
Fournisseurs et créditeurs divers	352		41				311		

4. – Informations relatives au compte de résultat

4.1. – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT est composé :

- en France par :
 - 69 M€ de commissions perçues sur les ventes d'abonnements,
 - 22,1 M€ de ventes de livres, audio, vidéo, et objets,
 - 4,1 M€ d'autres produits ;
- à l'étranger par :
 - 0,6 M€ de prestations de services aux filiales étrangères.

Au niveau des commissions sur les ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires est assimilable à une marge brute sur produits vendus.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente des livres, objets, audio-vidéo (LOAV) est comptabilisé lors de la transmission au prestataire des avis de livraison aux clients.

Le chiffre d'affaires par zone géographique se présente comme suit :

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
France	95 242	91 880
International	632	941
Total	95 874	92 821

4.2. – Personnel

Les charges de personnel et l'effectif moyen sont les suivants :

Charges de personnel (en K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Salaires et traitements	10 097	10 416
Charges sociales	5 354	5 501
Intéressement	1 273	1 231
Participation	583	30
Total	17 307	17 179

Effectif moyen (en K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Cadres	95	99
Agents de maîtrise	46	44
Employés	85	91
Total	226	234

4.3. – Autres achats et charges externes

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Total	43 046	41 246
Dont		
Frais de conception, d'exécution, de routage, d'affranchissements des mailings	23 570	23 997
Frais de sous-traitance	2 502	1 670
Commissions, courtages sur ventes et honoraires	6 522	5 752
Dépenses de publicité et de relations extérieurs	3 610	3 921

4.4. – Opérations avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont celles détenues directement par la société ADLPartner à 50 % et plus.

(En K€.)	Total	SIDD	Le grand tirage	SCI rue de Chartres	Suscripciones Espana	ADLPM	ADLP Brésil	ADLP UK	ADLP Suisse
Ventes de primes, livres	1							1	
Prestations de services	478	30	8	3				427	10
Participation aux prix LGT	985		985						
Redevances, honoraires, loyers	96		74	22					
Achats de primes, livres	0								
Produits financiers	324	170	18	12	62		15	32	15
Charges financières	0								
Dotations aux provisions	4 576	212			1 123		458	2 609	174
Reprise provisions dépréciation	747		10			48		689	
Charge exceptionnelle	119						119		

4.5. – Autres charges

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Redevances	71	129
Charges diverses de gestion courante (pertes commerciales clients, faux nouveaux abonnés, annulations d'abonnements non répercutées aux éditeurs)	1 582	1 401
Pertes sur créances irrécouvrables clients	2 246	2 898
Petons de présence	122	161
Total	4 021	4 589

4.6. – Dotations aux amortissements et aux provisions

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Dotations aux amortissements des immobilisations	836	759
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks	438	326
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances	2 857	2 636
Dotations aux provisions pour risques et charges	97	188
Total	4 228	3 909

4.7. – Reprises amortissements, provisions, transfert de charges

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
----------	---------------	---------------

Transfert de charges	142	99
Reprises provisions pour dépréciation des stocks	326	571
Reprises provisions pour dépréciation des créances	2 617	2 723
Reprises provisions pour risques et charges	372	394
Sous-total	3 315	3 688
Total	3 457	3 787

4.8. – Résultat financier

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Le résultat financier	-2 984	-3 833
se ventile comme suit		
Produits réalisés sur les placements	189	210
Produits financiers de participation	333	315
Reprises sur provisions	1 646	1 735
Autres intérêts et produits assimilés	27	21
Différences positives de change	4	4
Total produits financiers	2 199	2 285
Dotations aux amortissements et provisions	-4 676	-5 734
Différences négatives de change	-65	-11
Charges nettes sur cessions VMP	-51	-
Intérêts et charges financières	-391	-373
Total charges financières	-5 183	-6 118

4.9. – Résultat exceptionnel

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Le résultat exceptionnel	-2 109	-2 075
se ventile comme suit		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	220
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9	23
Reprises sur provisions	1 193	14
Reprises sur amortissements dérogatoires	211	193
Total des produits exceptionnels	1 413	450
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-1 039	-2 330
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-1 865	-47
Dotations amortissements et provisions	-94	-6
Dotations aux amortissements dérogatoires	-524	-142
Total des charges exceptionnelles	-3 522	-2 525

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion de 1 039 K€ sont constituées essentiellement d'indemnités transactionnelles et prud'homales pour 920 K€.

Les charges exceptionnelles sur opérations en capital de 1 865 K€ sont constituées de la perte sur les titres :

- Eldorawin GmbH pour 25 K€ (en contrepartie, reprise de provisions exceptionnelles pour le même montant) ;
- ADLPartner Italia pour 1 840 K€ (en contrepartie, reprise de provisions exceptionnelles à hauteur de 1 123 K€).

5. – Autres informations

5.1. – Etat des échéances des créances et des dettes

Etats des créances (en K€.)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	10 183	-	10 183
Autres immobilisations financières	252		252
Autres créances clients	21 824	21 824	
Personnel et comptes rattachés	26	26	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10	10	
Etat et autres collectivités			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	2 935	2 935	
Autres impôts et taxes			
Groupe et associés	82	82	
Débiteurs divers	676	676	
Charges constatées d'avance	3 896	3 896	
Totaux	39 886	29 450	10 436

Etats des dettes (en K€.)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunt, dettes - à 1 an maximum (1)	65	65	
Emprunt, dettes financières Divers (1) (2)	900	240	660
Fournisseurs et comptes rattachés	28 555	28 555	
Personnel et comptes rattachés	4 327	4 327	
Sécurité sociale et autres organismes	2 673	2 673	
Etat et autres			
Impôts sur les bénéfices	1 879	1 879	
TVA	116	116	
Autres impôts	180	180	
Autres dettes (pension titres)	651	651	
Produits constatés d'avance	434	434	
Totaux	39 778	39 118	660
<i>(1) Emprunts souscrits dans l'exercice</i>	-		
<i>(2) Emprunts remboursés dans l'exercice</i>	342		
<i>(2) Montant auprès des personnes physiques</i>	880		

5.2. – Produits à recevoir

Libellé (en K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Clients et comptes rattachés		
Encaissements reçus sur mois suivant	214	382
Sous-total clients et comptes rattachés	214	382
Clients - Produits non facturés		
Clients divers - Factures à établir	412	228
Clients divers - Factures à établir filiales	0	493
Commission sur commandes à installer	0	535
Mise en service d'abonnements à facturer	0	407
Sous-total clients - Produits non facturés	412	1 663
Fournisseurs débiteurs		

Déficit reportable									
Totaux		65	624		254	723		189	99
Net			559			469		90	

5.5. – Engagements donnés

5.5.1. – Crédit long terme

France Abonnements avait octroyé à la BNP, en garantie du crédit long terme de 1 829 388 €, une hypothèque de 3ème rang sur le bail à construction consenti par la SCI avenue de Chartres en sa faveur. Au 31 décembre 2006, l'engagement donné par ADLPartner est de 60 980 €. Il n'existe plus de dette au titre des hypothèques de 1er et 2ème rang.

Cet engagement disparaîtra avec l'arrivée du terme de ce crédit le 30 mars 2007.

5.5.2. – Crédit-bail mobilier

Ces engagements portent sur du matériel d'exploitation pour une valeur d'origine totale de 16 007 €. Les redevances totales s'élèvent à 4 440 € et le prix d'achat résiduel à 1 601 €.

5.5.3. – Locations locaux

ADLPartner a signé un bail pour ses locaux de Montreuil dont les caractéristiques sont les suivantes :

— loyer annuel HT : 859 453,84 € soit 1 027 906,79 € TTC ;

— durée : 9 ans à compter du 1er novembre 2004 – Terme 31 octobre 2013 ;

— possibilité de notification d'un congé à l'expiration de chaque période triennale, la société ayant expressément renoncé à la faculté de notifier le congé au 31 octobre 2007.

En conséquence, l'engagement de la société est de 46 mois soit 3 940 309 € TTC.

5.5.4. – Retraite

Un contrat a été souscrit chez ADLPartner pour assurer la couverture des engagements en matière de retraite. Les primes d'assurance correspondantes sont donc enregistrées dans les comptes annuels.

Selon la compagnie d'assurance, la valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2006 s'élève à 973 794 € dans le cadre du départ à l'initiative de l'employeur.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

Taux d'actualisation	4,25 %
Revalorisation des salaires	2,50 %
Turnover	5 départs par an

5.5.5. – Droit individuel à la formation

L'engagement en matière de droit individuel à la formation est évalué à 7 980 heures au 31 décembre 2006.

5.6. – Engagements reçus

France Abonnements a consenti à sa filiale SIDD, lors d'un exercice précédent, un abandon de créance de 686 021 € assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. En 1999, France Abonnements a renoncé à faire jouer cette clause, compte tenu de la nature du bénéfice de SIDD au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1998. Au 31 décembre 2006, l'engagement reçu au profit d'ADLPartner est toujours de 686 021 €.

5.7. – Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants du groupe est communiquée en annexe au rapport de gestion.

5.8. – Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (en €.)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Primes d'émission de fusion d'apport	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. – Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations						
ci-dessous						
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)						
ADLPartner Marketing GmbH Admiralitätsstrasse 58 20459 Hambourg (Allemagne)	25 000	27 989	0	100,00 %	2 612 630	92 403
Suscripciones Espana Slu Calle Juan Bravo, 18-2°C 28006 Madrid/(Espagne)	3 000 000	-47 850	0	100,00 %	3 008 750	1 886 175

ADLPartner United Kingdom Limited 18B Somerset House - Westside View - Waterlooville Hampshire PO7 7SG / (Angleterre)	1 569 491	-843 333	0	100,00 %	8 000 828	958 926
ADLPartner Suisse SA 38 avenue Vibert 1227 Carouge / (Suisse)	169 872	-1 185 608	0	50,00 %	84 936	0
SIDD 3 rue Henri Rol-Tanguy 93100 Montreuil / (France)	2 100 000	366 151	0	99,96 %	5 572 758	2 253 761
SCI Rue de Chartres 3 rue Henri Rol- Tanguy 93100 Montreuil / (France)	1 600	125 310	0	100,00 %	1 406 339	1 406 339
Le Grand Tirage 3 rue Henri Rol-Tanguy 93100 Montreuil / (France)	7 623	-96 387	0	100,00 %	60 000	0
ADL Servicos de Fidelizacao Alameda Franca 1436, apart 214, CEP, 01422-001 Sao Paulo / (Brésil)	393 222	-407 142	0	100,00 %	393 221	0
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)						
B. – Renseignements globaux concernant						
1. Participations non reprises au § A						

Informations financières Filiales et participations (en €.)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. – Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations					
ci-dessous					
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)					
ADLPartner Marketing Gmbh Admiralitätsstrasse 58 20459 Hambourg / (Allemagne)	0	0	43 946	-17 742	
Suscripciones Espana Slu Calle Juan Bravo, 18-2°C 28006 Madrid / (Espagne)	2 316 550	0	0	20 030	
ADLPartner United Kingdom Limited 18B Somerset House - Westside View - Waterlooville Hampshire PO7 7SG / (Angleterre)	825 508	0	4 595 854	-2 060 463	
ADLPartner Suisse SA 38 avenue Vibert 1227 Carouge / (Suisse)	528 969	0	1 859 535	-141 377	
SIDD 3 rue Henri Rol-Tanguy 93100 Montreuil / (France)	5 835 307	0	0	-212 390	
SCI Rue de Chartres 3 rue Henri Rol-Tanguy 93100 Montreuil / (France)	0	0	21 614	17 852	12 150
Le Grand Tirage 3 rue Henri Rol-Tanguy 93100 Montreuil / (France)	82 273	0	1 293 797	10 314	
ADL Servicos de Fidelizacao Alameda Franca 1436, apart 214, CEP, 01422-001 Sao Paulo / (Brésil)	676 904	0	76 812	-752 206	
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)					
B. – Renseignements globaux concernant					
1. Participations non reprises au § A					

5.9. – Risques de marché

Pour faire face au risque de taux d'intérêts, un instrument financier à terme a été mis en oeuvre sur le crédit bancaire moyen terme mobilisable de 2 500 000 € mis en place en mai 2003.

Ce crédit est :

- à taux variable basé sur l'Euribor 3 mois ;
- a un plafond d'utilisation qui se réduit chaque trimestre de 125 K€ ;
- et est remboursable selon son utilisation sur la période du 31 mars 2004 jusqu'à son terme le 31 décembre 2008.

Les caractéristiques de ce Collar sont les suivantes :

- notionnel : 3 M€ ;
- durée : du 30 mai 2003 au 31 décembre 2008 ;
- taux plafond : 4 % ;
- taux plancher : 2,45 %.

Cet instrument est remboursable selon la même échéance. Les pertes et gains relatifs à ce contrat sont comptabilisés en résultat financier.

5.10. – Consolidation

La société ADLPartner établit des comptes consolidés avec ses filiales selon la méthode de l'intégration globale, sauf avec ADLPartner Suisse, pour laquelle la méthode de l'intégration proportionnelle est utilisée.

B. – Clôture des comptes consolidés au 31 décembre 2006 - Normes IFRS

I. – Bilan

(En K€.)

Actif	Notes	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004 pro forma
Actifs non-courants				
Ecart d'acquisition	3.2.	172	172	0
Immobilisations incorporelles	3.3.	1 697	1 930	1 811
Immobilisations corporelles	3.4.	5 053	5 097	2 202
Autres actifs financiers	3.5.	667	640	710
Actifs d'impôt différé	3.6.	4 580	4 948	6 619
Sous-total actifs non-courants		12 168	12 787	11 341
Actifs courants				
Stocks	3.7.	5 161	3 550	2 722
Clients et autres débiteurs	3.8.	29 922	26 515	22 215
Autres actifs	3.9.	4 486	5 882	5 034
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.10.	11 511	10 738	12 282
Sous-total actifs courants		51 080	46 685	42 252
Total actifs		63 248	59 472	53 594

Les comptes 2006 et 2005 correspondent aux comptes du nouvel ensemble, les comptes 2004 présentés en comparatif correspondent aux comptes pro forma 2004 du nouvel ensemble comme si la fusion avait eu lieu le 1er janvier 2004.

Passif	Notes	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004 pro forma
Capital	3.11.1	7 001	7 001	6 251
Réserves consolidées	3.11.	3 644	2 499	-2 290
Résultat consolidé	3.11.	1 956	1 031	5 321
Capitaux propres	3.11	12 600	10 531	9 282
Dont				
Part du groupe		7 281	5 038	4 317
Intérêts minoritaires		5 319	5 493	4 966
Passifs non-courants				
Provisions à long terme	3.13.	395	371	388
Passifs financiers	3.14.	924	1 214	458

Impôts différés	3.15.	1 006	1 126	0
Sous-total passif non-courants		2 326	2 711	847
Passifs courants				
Provisions à court terme	3.16.	259	550	828
Dettes fiscales et sociales		12 126	7 793	7 898
Fournisseurs et autres crédateurs	3.17	35 044	35 325	32 984
Passifs financiers	3.14.	303	2 423	1 625
Autres passifs	3.18.	591	138	129
Sous-total passif courants		48 322	46 230	43 464
Total capitaux propres et passifs		63 248	59 472	53 594

Les comptes 2006 et 2005 correspondent aux comptes du nouvel ensemble, les comptes 2004 présentés en comparatif correspondent aux comptes pro forma 2004 du nouvel ensemble comme si la fusion avait eu lieu le 1er janvier 2004.

II. – Compte de résultat

	Notes	2006	2005	2004 pro forma
Chiffre d'affaires net HT	4.1.	112 245	109 638	100 118
Autres produits de l'activité		0	28	0
Achats consommés		-24 058	-23 569	-18 770
Charges de personnel	4.2.	-20 404	-20 900	-18 740
Charges externes		-57 472	-56 107	-50 961
Impôts et taxes		-1 169	-1 128	-963
Dotations aux amortissements des immobilisations		-1 091	-1 038	-1 675
Dotations aux provisions		-1 188	-1 091	-1 285
Autres produits et charges d'exploitation	4.3.	-2 004	-1 487	-1 188
Résultat opérationnel		4 860	4 347	6 537
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		328	239	155
Coût de l'endettement financier brut		-85	-132	-173
Coût de l'endettement financier net	4.4.	243	107	-18
Autres produits et charges financiers	4.4.	-130	115	55
Charge d'impôt	4.5.	-3 233	-2 856	-3 677
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		1 740	1 713	2 897
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	4.6.	216	-682	2 424
Résultat net		1 956	1 031	5 321
Part du groupe		1 745	772	3 783
Intérêts minoritaires		210	259	1 538
Résultat net part du groupe de base par action en €	3.12.	0,42	0,19	0,91
Résultat net part du groupe dilué par action en €		0,41	0,18	

Les comptes 2006 et 2005 correspondent aux comptes du nouvel ensemble, les comptes 2004 présentés en comparatif correspondent aux comptes pro forma 2004 du nouvel ensemble comme si la fusion avait eu lieu le 1er janvier 2004.

III. – Tableau des flux de trésorerie nette

(En K€.)	2006	2005	2004 pro forma
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	1 956	1 031	5 321
+ / - Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	798	757	747
- / + Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
+ / - Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	337	126	142
- / + Autres produits et charges calculés			
- / + Plus et moins-values de cession	16	25	-5
- / + Profits et pertes de dilution			
+ / - Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
- Dividendes (titres non consolidés)			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 108	1 939	6 205
+ Coût de l'endettement financier net	-243	-107	18
+ / - Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 233	2 856	3 941
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt (A)	6 098	4 688	10 164
- Impôts versé (B)	454	-2 623	-1 835
+ / - Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-2 342	-1 758	3 695
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)	4 210	306	12 024
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-811	-1 996	-1 142
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	23	189
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
+ / - Incidence des variations de périmètre	-342	-1 501	
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
+ / - Variation des prêts et avances consentis		0	
+ Subventions d'investissement reçues			
+ / - Autres flux liés aux opérations d'investissement	-36	-252	-206
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-1 181	-3 726	-1 159
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Versées par les actionnaires de la société mère			
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		537	60
- / + Rachats et reventes d'actions propres	25	-118	-481
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées	-3		
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 100	
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-342	-122	-2 874
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	199	10	20
+ / - Autres flux liés aux opérations de financement	-176	0	
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-297	1 406	-3 275
+ / - Incidence des variations des cours des devises (G)	92	-85	69
= Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	2 824	-2 099	7 659

Trésorerie d'ouverture	8 683	10 782	3 123
Trésorerie de clôture	11 507	8 683	10 782

Les comptes 2006 et 2005 correspondent aux comptes du nouvel ensemble, les comptes 2004 présentés en comparatif correspondent aux comptes pro forma 2004 du nouvel ensemble comme si la fusion avait eu lieu le 1er janvier 2004.

IV. – Tableau de variation des capitaux propres

(En K€.)	Part du groupe					Intérêts minoritaires	Total ensemble consolidé
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées (2)	Résultat de l'exercice	Total		
Capitaux propres au 01/01/2005	6 251	29 452	-31 387	0	4 316	4 966	9 282
Augmentation de capital	750	-750			0		0
Ecart de conversion			-128		-128		-128
Résultat de l'exercice				772	772	259	1 031
Impact stock d'adresses		-1 248	1 248		0		0
Impact composants		5			5		5
Impact charges à répartir		-18 784	18 784		0		0
Impact impôt différé sur stock d'adresses			436		436		436
Impact actions propres			-90		-90		-90
Impact stocks options			60		60		60
Variation de périmètre			-333		-333	268	-65
Capitaux propres au 31/12/2005	7 001	8 675	-11 410	772	5 038	5 493	10 531
Affectation du résultat		2 346	-1 574	-772	0		0
Ecart de conversion			94		94		94
Résultat de l'exercice				1 745	1 745	210	1 955
Versement dividende SCI Rue de Chartres					0	-3	-3
Remboursement « Capital Réserve » ADLP Marketing					0	-174	-174
Variation de périmètre ASI			1		1	-1	0
Variation de périmètre ADLP Marketing			-64		-64	56	-8
Variation de périmètre SCI Rue de Chartres			-5		-5	-262	-267
Impact actions propres			-18		-18		-18
Impact stocks options			101		101		101
Impact plan d'attribution d'actions gratuites			237		237		237
Intégration résultat ADLP Italia			177		177		177
Plus-value de cession ADLP Italia			-15		-15		-15
Déconsolidation ADLP Italia			-10		-10		-10
Capitaux propres au 31/12/2006	7 001	11 021	-12 486	1 745	7 281	5 319	12 600

(1) Primes d'émission, d'apport, de fusion + réserve légale + autres réserves + report à nouveau.

(2) Réserves groupe + écart de conversion.

V. – Indicateurs clés de performance

Volume d'affaires brut

Le volume d'affaires brut (VAB) représente la valeur des abonnements et autres produits commercialisés, alors que le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut de commissionnaire de presse pour les ventes d'abonnements) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires correspond donc en réalité à une marge brute, puisqu'il déduit du montant des ventes encaissées le coût des magazines vendus, alors que, dans le cas des autres produits commercialisés, il représente un chiffre d'affaires au sens habituel du terme.

Ce volume d'affaires brut s'entend avant toutes remises et annulations. C'est pourquoi, il représente l'indicateur le plus stable et le plus homogène de notre activité.

Le volume d'affaires brut s'élève à 241 164 K€ pour l'exercice 2006 contre 227 423 K€ pour l'exercice 2005.

Il se présente comme suit :

Par zone géographique

(En K€.)	2006	2005
France	206 710	195 153
Abo Service International	21 376	22 555
ADLPartner Suisse (*)	995	968
ADLPartner Hispania	6 007	3 653
ADLPartner UK	5 319	5 023
ADLPartner Brésil	758	71
International	34 454	32 270
Total	241 164	227 423

* En intégration proportionnelle.

Par offre produit

(En K€.)	2006	2005
Offre abonnements à durée libre	149 463	132 486
Offre abonnements à durée déterminée	57 118	58 732
Offre livres, objets, audio, vidéo	29 901	31 009
Autres offres	4 683	5 196
Total	241 164	227 423

Actif net réévalué

Le portefeuille d'abonnements à durée libre gérés par la société et ses filiales était de 2 425 370 unités au 31 décembre 2005 ; il atteignait 2 586 459 abonnements au 31 décembre 2006. Notons que l'ensemble des sociétés du Groupe détient les droits financiers afférents à chaque abonnement à durée libre. La valeur du portefeuille d'abonnements à durée libre, nette d'impôts (part du groupe), passe ainsi de 60,4 M€ au 31 décembre 2005 à 63,2 M€ au 31 décembre 2006.

Cette augmentation de la valeur de l'actif réel n'est pas prise en compte dans les états comptables consolidés.

Rappelons que la valeur du portefeuille d'abonnements à durée libre peut être calculée en actualisant les revenus nets futurs que vont générer ces abonnements tout au long de leur durée de vie grâce à la connaissance statistique que la société a accumulée depuis plusieurs années du comportement de ces abonnements en France et dans ses filiales.

La courbe de vie des abonnements recrutés par une opération promotionnelle permet de déterminer, avec une grande fiabilité, à tout moment l'espérance de vie résiduelle des abonnements restants. En appliquant au nombre des abonnements restant à servir le revenu moyen constaté et la marge sur coûts directs (déduction faite des remises à payer), on obtient la contribution nette restant à recevoir des abonnements résiduels correspondant à une opération. L'actualisation de cette contribution, à un taux, fonction du coût de l'argent, donne la valeur de cette quantité d'abonnements.

En cumulant toutes les valeurs attachées à l'ensemble des opérations, on détermine la valeur globale du portefeuille d'abonnements détenus.

Ces valeurs de portefeuille sont ensuite corrigées de l'impôt latent. On ne retient enfin que la part revenant au groupe dans la valeur du portefeuille d'abonnements.

Le détail des valeurs de portefeuille, nettes d'impôts (part du groupe), se présente ainsi :

(En K€.)	Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts) (part du groupe) au 31/12/2006	Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts) (part du groupe) au 31/12/2005
Activités en cours		
France	55 101	52 521
International	8 072	7 658
Total	63 173	60 179
Activités arrêtées (1)		228
Total	63 173	60 407

(1) ADLPartner Italia.

La valeur du portefeuille (part du groupe), ajoutée aux capitaux propres consolidés (part du groupe), donne alors un actif net réévalué (part du groupe), qui passe de 65,4 M€ au 31 décembre 2005 à 70,5 M€ au 31 décembre 2006, soit une progression de 5,1 M€ sur la période (+ 7,8 %). L'actif net réévalué se présente ainsi :

(En K€.)	31/12/2006			31/12/2005		
	Total	Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total	Part du groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres consolidés	12 600	7 280	5 320	10 531	5 038	5 493
Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts)	64 542	63 173	1 369	62 000	60 407	1 593
Actif net réévalué	77 142	70 453	6 689	72 531	65 445	7 086

VI. – Annexe aux états financiers consolidés

1. – Informations générales

Le Groupe ADLPartner commercialise des abonnements de la presse magazines, ainsi que des livres et autres produits culturels. Il le fait au moyen de mailings, d'encarts, d'opérations Internet ou de télémarketing.

La clientèle prospectée est issue :

- soit de fichiers de noms détenus en propre ;
- soit de fichiers fournis par des enseignes partenaires dans le cadre d'opérations de marketing de fidélisation.

La société tête de groupe est ADLPartner, société de droit français, SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 7 000 632 €, domiciliée 3 avenue de Chartres - 60 500 Chantilly, cotée sur Eurolist Euronext Paris – compartiment C – Isin FR0000062978.

Le directoire a arrêté les états de financiers consolidés le 22 mars 2007 et le conseil de surveillance a donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 31 décembre 2006 le 23 mars 2007. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires le 22 juin 2007.

Faits significatifs 2006

Après la fusion avec la société mère France Abonnements intervenue le 21 décembre 2005 et le changement de mode de gestion qui s'en est suivi, l'exercice 2006 a été marqué par l'intégration des services des deux sociétés ayant conduit à une nouvelle organisation. La décision de procéder à une distribution d'actions gratuites au personnel, représentant environ 0,49 % du capital, a accompagné ces mesures.

Le nouveau directoire a entrepris de diversifier la nature des offres commerciales ainsi que les canaux de distribution de ces offres. En particulier, de nouvelles prospections ont été engagées via le media Internet, tant sur deux sites propres à la société que sur des sites développés en partenariats. L'activité en France a enregistré un volume en croissance, malgré la conjoncture maussade vécue par la vente à distance en 2006.

A l'étranger, il a été décidé en mars 2006 de mettre fin aux opérations en Italie et, en conséquence, la filiale italienne a été liquidée en fin d'année après avoir cédé son portefeuille résiduel d'abonnements. La filiale britannique a connu un changement de direction et une réorientation de ses opérations. Ailleurs les opérations ont été normalement poursuivies.

Les relations contractuelles liant la société mère à l'ensemble de ses filiales ont fait l'objet d'un réexamen et d'une mise à jour pour prendre effet au 1er janvier 2007.

2. – Règles et méthodes comptables

2.1. – Base de préparation des états financiers

2.1.1. – Référentiel

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2006.

Les IFRS (International Financial Reporting Standards) utilisées par le Groupe pour la préparation des états financiers 2006 et le comparable 2005 sont toutes les normes et interprétations publiées par le conseil de l'IASB (International Accounting Standards Board) et par le comité IFRIC de l'IASB (« International Financial Reporting Interpretations Committee), qui sont pertinentes pour ses activités, applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005 et adoptées par l'Union Européenne sous réserve des exceptions expressément prévues par IFRS 1.

Cependant, conformément au principe d'importance relative applicable en IFRS (notamment Cadre 29s.), renforcé par la norme IAS 8.8, certaines normes peuvent ne pas être appliquées compte tenu des coûts qu'elles entraînent, dans la mesure où leur effet est non significatif, et ne remet pas en cause la pertinence de l'information financière portant sur l'ensemble des transactions du groupe.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

2.1.2. – Amendements aux normes publiées entrant en vigueur en 2006

- IAS 19 (Amendement) – Avantages au personnel : l'adoption de cet amendement a uniquement affecté l'étendue des informations présentées dans les comptes. Le Groupe n'a pas changé de méthode de comptabilisation des écarts actuariels.

2.1.3. – Normes, amendements et interprétations entrées en vigueur en 2006 mais ne s'appliquant pas au Groupe

- IAS 21 (Amendement) – Investissement net dans une activité étrangère ;
- IAS 39 (Amendement) - Couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intragroupe futures ;

- IAS 39 (Amendement) - Option juste valeur ;
- IAS 39 et IFRS 4 (Amendement) - Garanties financières ;
- IFRIC 4 - Droits d'utilisation d'actifs : Conditions permettant de déterminer si un accord contient une location ;
- IFRIC 5 - Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au remboursement des coûts de démantèlement et de remise en état des sites ;
- IFRIC 6 - Passifs résultant de la participation à un marché spécifique : déchets d'équipements électriques et électroniques.

2.1.4. – Normes et interprétations non utilisées

A la date d'autorisation de publication des présents états financiers, les normes et interprétations suivantes applicables au groupe avaient été publiées, mais n'étaient pas encore d'application obligatoire au titre de l'exercice 2006 :

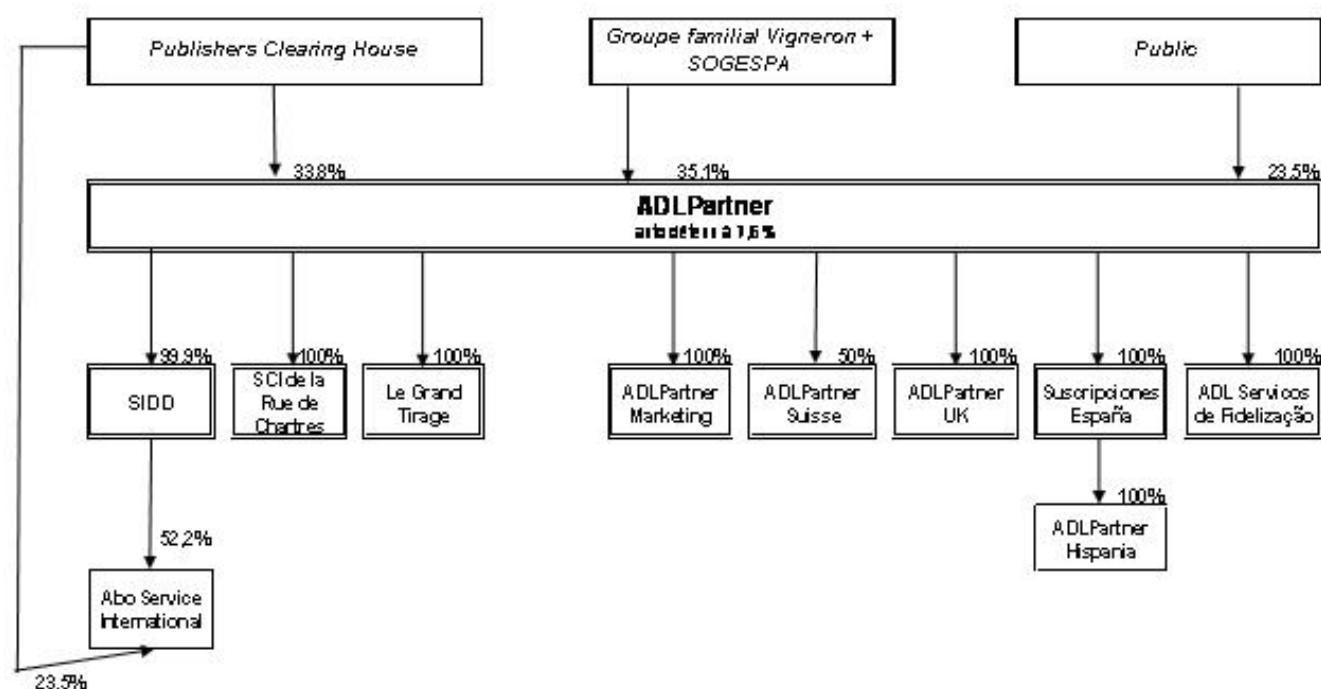
- IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir ;
- IAS 1 (Amendement) – Présentation des états financiers – Informations sur le capital ;
- IFRIC 10 – Information financière intermédiaire et perte de valeur ;
- IFRIC 11 – Transactions intra-groupe et actions propres.

Le directoire de la Société considère que l'adoption de ces normes et interprétations, au cours des exercices à venir, n'aura pas d'impact matériel sur les états financiers du Groupe.

Les interprétations suivantes des normes existantes ont été publiées, mais elles ne s'appliquent pas de façon obligatoire au titre de l'exercice 2006. De plus, elles ne devraient pas être applicables au Groupe :

- IFRIC 7 – Modalités pratiques de retraitements des états financiers selon IAS 29 ;
- IFRIC 8 – Champ d'application d'IFRS 2 ;
- IFRIC 9 – Réévaluations des dérivés incorporés ;
- IFRIC 12 – Concessions de services.

2.1.5. – Périmètre de consolidation



Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés sur la base des coûts historiques, à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle normal d'exploitation du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les principales méthodes comptables mises en oeuvre sont décrites ci-après.

2.3. – Méthode de consolidation

2.3.1. – Filiales

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des entités (y compris les véhicules ad hoc) contrôlées par la Société (ses filiales). Le contrôle est obtenu lorsque la Société a la capacité de décider des politiques opérationnelles et financières de l'entité afin d'en retirer les bénéfices des activités.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans le compte de résultat consolidé à compter de la date effective de transfert du contrôle ou jusqu'à la date effective où le contrôle cesse d'exister.

Si nécessaire, des ajustements ont été réalisés sur les états financiers des filiales afin de mettre leurs méthodes comptables en adéquation avec celles utilisées par le Groupe.

Les intérêts minoritaires dans les actifs nets des filiales consolidées sont identifiés séparément des capitaux propres - part du Groupe. Les intérêts minoritaires comprennent le montant de ces intérêts à la date d'origine du regroupement d'entreprises ainsi que la part des minoritaires dans les variations de l'actif net de la filiale depuis la date de regroupement. Les pertes attribuables aux minoritaires en sus de leur part d'intérêt dans l'actif net de la filiale

sont affectées en contrepartie des intérêts du Groupe, sauf dans le cas où le minoritaire a une obligation ferme et est en mesure d'effectuer un investissement complémentaire afin de couvrir les pertes.

2.3.2. – Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dont le Groupe a un contrôle conjoint, c'est à dire dont il partage le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel. Le Groupe présente ses intérêts dans de telles entités par intégration proportionnelle. La part du Groupe dans les actifs, les dettes, les revenus et les charges des entités sous contrôle conjoint est combinée avec les éléments équivalents des états financiers consolidés présentés ligne par ligne.

Tout écart d'acquisition résultant de l'acquisition de la part du Groupe dans une entité sous contrôle conjoint est comptabilisé conformément à la méthode comptable du Groupe pour l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une filiale (voir ci-dessous).

Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

2.3.3. – Opérations éliminées en consolidation

Toutes les transactions intragroupe, les soldes débiteurs et créditeurs, les charges et produits intragroupe ont été éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant des transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Lorsque le Groupe réalise des transactions avec des entités sous contrôle conjoint, les profits et pertes latents sont éliminés à concurrence de la part d'intérêt du Groupe dans la coentreprise.

2.4. – Regroupements d'entreprises

En application d'IFRS 3, l'acquisition de filiales est comptabilisée en utilisant la méthode du coût d'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré, à la date de prise de contrôle, comme l'agrégat des justes valeurs des actifs et des passifs engagés ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de la société acquise, plus les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les actifs identifiables de la société acquise, les passifs existants ou éventuels qui remplissent les conditions posées pour leur comptabilisation par la norme IFRS 3 sont constatés à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou groupes d'actifs destinés à être sortis) qui sont classés comme destinés à la vente, en application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants destinés à la vente et opérations abandonnées », qui sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur moins les coûts de cession.

2.4.1. – Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une filiale (ou d'une entité sous contrôle conjoint) représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts du Groupe dans la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs existants et éventuels de la filiale (ou de l'entité sous contrôle conjoint) à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est initialement comptabilisé comme un actif évalué à son coût et il est ensuite évalué à son coût moins d'éventuelles dépréciations. Si la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs existants et éventuels de la société acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est immédiatement comptabilisé au résultat.

Cet écart d'acquisition est testé annuellement et pour la première fois avant la fin du délai d'affectation. Pour la réalisation de ce test, l'écart d'acquisition est alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe, dont on s'attend à ce qu'elles bénéficient des synergies liées au regroupement. Les UGT sont testées annuellement pour dépréciation, ou plus fréquemment, lorsqu'il existe une indication que la valeur de l'unité doit être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable nette, la perte pour dépréciation est en priorité affectée pour réduire l'écart d'acquisition, puis, au prorata, en diminution de la valeur des actifs de la dite unité. Une perte pour dépréciation reconnue sur un écart d'acquisition ne peut être reprise sur un exercice suivant.

Lors de la cession de la filiale ou de l'entité contrôlée conjointement, le montant attribué à l'écart d'acquisition est inclus dans la détermination des profits ou pertes de cession.

2.4.2. – Intérêts minoritaires

Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

2.5. – Transactions en devises étrangères

Les états financiers de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la devise de l'environnement économique principal dans lequel elle opère (devise fonctionnelle). Pour les besoins de la préparation des états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de chaque entité sont exprimés en euros, qui est la devise fonctionnelle de la Société et la devise de présentation des états financiers consolidés.

2.5.1. – Transactions en devises

Dans la préparation des états financiers des entités individuelles, les transactions dans des devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité sont enregistrées au taux de change effectif à la date de transaction. A chaque date de clôture, les éléments monétaires en devises étrangères sont traduits au taux effectif à la date de clôture. Les éléments non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de transaction.

Les différences de change qui résultent de la traduction des éléments monétaires ou de leur paiement sont incluses dans le compte de résultat pour l'exercice.

2.5.2. – Etats financiers libellés en devises

Pour les besoins de la présentation des états financiers consolidés, les actifs et passifs des opérations du Groupe à l'étranger (y compris les informations comparables) sont exprimées en euros, en utilisant les taux de change en vigueur à la date de clôture. Les charges et produits (y compris les informations comparables) sont traduits au taux de change moyen pour l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. De telles différences de change sont virées au compte de résultat lors de la cession ou de l'arrêt de l'activité étrangère.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère sont convertis en euros au taux de clôture.

2.6. – Actifs non courants destinés à être cédés et abandon d'activité

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être « sortis » du bilan sont classés comme « actifs destinés à être cédés », si leur valeur nette comptable sera recouvrée sous la forme d'une transaction de vente, plutôt que par la poursuite de leur utilisation.

Cette condition n'est considérée comme remplie que lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs) est disponible pour une vente immédiate en l'état. La direction doit également s'être engagée en faveur de cette vente, qui doit être effective dans les 12 mois qui suivent la classification en actifs destinés à la vente.

Il en va de même si la prospection commerciale d'une activité est arrêtée et si l'on entre en phase d'exploitation à minima du portefeuille d'abonnements précédemment constitué.

Dans ce dernier cas, cette condition est remplie lorsque la direction considère sa décision irrévocable.

2.7. – Actifs incorporels

Le Groupe présente ses actifs incorporels conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Un actif incorporel est identifiable c'est à dire séparable ou résultant de droits contractuels ou légaux. Seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Un actif généré de manière interne n'est pas comptabilisé comme un actif, son coût étant difficile à distinguer du coût de maintien ou de développement des opérations de l'entreprise. Pour cette raison, le portefeuille d'abonnements et les listes de clients générés en interne ne sont pas comptabilisés comme

des actifs incorporels. Les dépenses relatives à l'écart d'acquisition, à la prospection de nouveau client, à la création du portefeuille d'abonnements et à la fidélisation des clients existants sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les actifs incorporels sont initialement évalués à leur coût. Après sa comptabilisation initiale, le Groupe mesure un actif incorporel à son coût moins l'amortissement cumulé et éventuellement les pertes de valeur cumulées.

Un actif incorporel avec une durée de vie utile finie est amorti sur cette durée de vie. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Logiciel bureautique	3 ans
Logiciel applicatif	3 à 5 ans

Un actif incorporel à durée de vie indéfinie n'est pas amorti et, conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », est testé annuellement.

2.8. – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût de revient, qui inclut toutes les dépenses nécessaires à leur mise en service. Le Groupe enregistre ses immobilisations conformément à l'approche par composants, le remplacement d'un composant est enregistré comme un actif et l'actif remplacé est sorti à sa valeur nette comptable.

Après l'acquisition, le Groupe mesure les immobilisations corporelles à leur coût de revient moins l'amortissement cumulé, moins les éventuelles pertes de valeur constatées cumulées.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la durée d'utilisation attendue par le Groupe. La base amortissable des actifs correspond au coût d'acquisition, aucune valeur résiduelle significative n'ayant été identifiée. Le montant amortissable prend en compte la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée de vie utile du bien si elle est jugée significative. La méthode d'amortissement et son taux sont revus chaque année.

Elles sont amorties linéairement selon les durées d'utilité estimées suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements des constructions	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 à 5 ans
Matériel de restaurant d'entreprise	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 4 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Les biens financés par un contrat de location financement sont comptabilisés dans l'actif immobilisé (cf. note ci-dessous).

2.9. – Contrats de location

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location financement lorsqu'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Tous les autres contrats sont considérés comme de location simple.

Les actifs sous contrat de location financement sont comptabilisés comme des actifs du Groupe à leur juste valeur à la date de début du contrat ou, si elle est plus faible, à la juste valeur des paiements minimaux du au titre du contrat de location. La dette correspondante vis-à-vis du bailleur est incluse dans le bilan comme un emprunt. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge d'intérêts et la réduction de la dette, de manière à obtenir un taux constant d'intérêt sur le montant restant dû de la dette. Les charges d'intérêts sont comptabilisées en résultat financier.

Les loyers payables sur des contrats de location simple sont comptabilisés en charge au compte de résultat sur la durée du contrat. Les bénéfices reçus et attendus comme un avantage à la signature du bail de location simple sont également ventilés sur la durée du bail.

Le Groupe n'a pas de contrat de location significatif comprenant un tel avantage et n'a donc opéré aucun retraitement dans les comptes.

2.10. – Dépréciation d'actifs

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable.

Le montant recouvrable des actifs suivants est évalué chaque année même en l'absence d'indicateur de perte de valeur possible : actifs incorporels à durée de vie indéfinie, actifs incorporels non encore prêts à l'usage, écart d'acquisition résultant d'un regroupement d'entreprises.

La valeur recouvrable est la plus importante des deux valeurs suivantes :

- le prix de vente net ;
- la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont retenus sur une durée de 5 ans et d'une valeur actualisée à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est un taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des unités opérationnelles.

Dans certains cas, la valeur recouvrable d'un actif isolé ne peut être déterminée, c'est à dire qu'il ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs. Dans cette situation, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie (UGT) auquel il appartient.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif, une perte de valeur est immédiatement constatée en résultat pour la différence entre ces deux montants.

Dans le cas d'une UGT comprenant un écart d'acquisition, l'écart d'acquisition est d'abord réduit, puis les autres actifs sont réduits au prorata de leur valeur nette comptable.

Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Pour les autres actifs, lorsque les circonstances qui ont amené à constater la perte de valeur se sont résolues, la perte de valeur est reprise. Cependant, le montant de la valeur nette comptable augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

2.11. – Titres de participation non consolidés et autres actifs financiers

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux

propres. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation irréversible est constatée par résultat. La reprise de cette provision par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Toutefois, le Groupe n'a pas utilisé cette méthode en raison de son caractère non significatif.

2.12. – Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient (selon la méthode du premier entré, premier sorti) et de leur valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

2.13. – Clients et autres débiteurs

Les créances commerciales et autres débiteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'impossibilité du Groupe à recouvrer la totalité des montants dus dans les conditions initialement prévues.

2.14. – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie comprend les liquidités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie.

Les découverts bancaires figurent en passifs financiers courants.

2.15. – Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur.

Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en résultat (en charges et produits financiers relatifs aux disponibilités et aux valeurs mobilières de placement).

2.16. – Actions auto détenues

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

2.17. – Emprunts portant intérêts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Le coût amorti n'étant pas significatif, cette valeur d'origine est conservée.

2.18. – Avantages accordés au personnel

Conformément à la norme IAS 19, les avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés selon l'un des deux régimes suivants :

- les régimes à cotisations définies ;
- les régimes à prestations définies.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires contractuelles (ou par le biais de conventions collectives). Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé. Le Groupe calcule l'engagement brut en multipliant les droits acquis par le personnel par la probabilité de devoir payer ces droits et un coefficient d'actualisation.

Les droits acquis par le personnel correspondent à la multiplication de la quantité de droits acquis à la date de clôture par le salaire estimé de fin de carrière (méthode dite « rétrospective avec salaire de fin de carrière »).

La probabilité que l'entreprise a de devoir verser ces droits est une combinaison de deux probabilités : probabilité de vie à la date de la retraite et probabilité d'être présent dans l'entreprise à l'âge de la retraite (rotation du personnel).

Pour le facteur d'actualisation, le Groupe retient le taux des obligations privées de première catégorie et de même maturité que celle des engagements évalués (ou s'il n'est pas disponible, le taux des obligations d'Etat).

La valeur actuelle de l'engagement est inscrite au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire pour les indemnités de départ.

Le Groupe comptabilise ces écarts actuariels en produits ou en charges et n'applique pas la méthode dite du corridor.

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies regroupent des régimes complémentaires de retraite et d'indemnités de départ.

Les engagements sont tout ou partiellement couverts par des contrats d'assurance.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat opérationnel.

2.19. – Paiements en actions ou assimilés

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements en actions », le Groupe comptabilise dans ses états financiers l'impact de l'attribution aux salariés d'options de souscription ou d'achat d'actions et de l'attribution d'actions gratuites.

Les transactions de paiements en actions ou assimilés dénouées par remise d'instruments de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur des instruments financiers attribués et sont comptabilisées en charges sur la période d'acquisition des droits d'exercice par les salariés. La contrepartie est comptabilisée en augmentation des capitaux propres. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la direction.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le Groupe a estimée correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale, soit 4 ans.

L'application d'IFRS 2 n'a aucun impact sur le bilan consolidé ni sur les capitaux propres du groupe.

2.20. – Provisions

Une provision est inscrite au bilan du Groupe parce qu'elle résulte d'une obligation actuelle née d'un événement passé et qu'il est probable qu'il y aura un flux de sortie de ressources à l'avenir pour éteindre cette obligation.

Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation actuelle de la dépense pour éteindre l'obligation existant à la date de clôture. Les risques et incertitudes sont pris en compte. Les provisions ne sont pas actualisées.

2.21. – Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées à leur coût.

2.22. – Impôt différé

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs figurant au bilan et leur base fiscale correspondante. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue à la date où l'actif d'impôt différé sera récupéré ou à celle où le passif d'impôt différé sera soldé. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés, lorsqu'il existe un droit légal de le faire et que les impôts sont relatifs à la même autorité fiscale. Conformément à la norme IAS 12, le Groupe comptabilise un impôt différé passif dans sa totalité. Un impôt différé actif peut résulter de déficits reportables, de crédits d'impôts et de différences temporelles entre valeurs comptables et valeurs fiscales des actifs et passifs. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les impôts différés passifs sur les différences temporaires taxables provenant des investissements dans les filiales et les entreprises associées, ne sont pas comptabilisés, le Groupe étant en mesure de contrôler le renversement de la dite différence temporaire et qu'il est probable que ce renversement n'interviendra pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés actifs et passifs ne sont pas actualisés.

2.23. – Chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe sont constitués par les ventes d'abonnement, de livres et d'autres produits culturels.

Le chiffre d'affaire relatif à la vente d'Abonnements à Durée Libre (ADL) est comptabilisé au fur et à mesure du service des abonnements par les éditeurs.

Le chiffre d'affaire relatif à la vente d'Abonnements à Durée Déterminée (ADD) est comptabilisé lors de la transmission des avis de mise en service auprès des éditeurs.

Dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut français de commissionnaire de presse) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; il correspond donc en réalité à une marge brute, puisqu'il déduit du montant des ventes encaissées le coût des magazines vendus.

Le chiffre d'affaire relatif à la vente des Livres, Objets, Audio Vidéo (LOAV) est comptabilisé lors de la transmission au prestataire des avis de livraison aux clients.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette du coût des magazines vendus dû aux éditeurs, des annulations, des remises accordées et des taxes basées sur les ventes.

2.24. – Coûts d'emprunts

Tous les coûts d'emprunts sont comptabilisés en résultat sur l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

2.25. – Politique de gestion des risques financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêts.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur. Les profits et les pertes latentes qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

Les instruments financiers relatifs aux couvertures de taux font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur.

2.26. – Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt pour le Groupe correspond à la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé.

L'impôt exigible est constitué du montant d'impôt payable (ou récupérable) relatif au bénéfice (ou à la perte) taxable de l'exercice. L'impôt différé est relatif aux différences entre les montants comptabilisés au bilan pour les actifs et les passifs et les bases fiscales retenues pour ceux-ci.

2.27. – Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de biens ou de services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de biens ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et deuxième niveau de l'information sectorielle sont respectivement le secteur géographique et l'offre produits.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ces activités opérationnelles qui sont directement affectables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Les autres actifs sont portés dans la ligne ou la colonne « non affectés ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur qui sont directement affectables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Les autres passifs sont portés dans la ligne ou la colonne « non affectés ».

2.28. – Estimations et jugements comptables significatifs

Le Groupe ADLPartner procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur.

Le Groupe a évalué ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituaient le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- durée d'utilisation des actifs et dépréciations correspondantes ;
- appréciation du risque client et provisions correspondantes ;
- activation des impôts différés sur les déficits reportables de la filiale Abo Service International. Il convient de noter que le montant de la créance constatée à ce titre pourrait être affecté si la baisse du taux de l'impôt sur les bénéfices envisagée par le gouvernement allemand devenait effective.

3. – Notes relatives au bilan

3.1. – Acquisitions

Au cours du deuxième semestre 2006, le Groupe a acquis :

- 30,31 % du capital de la société ADLPartner Marketing pour 8 K€ ;
- 19,00 % de la société SCI de la Rue de Chartres pour 267 K€.

Les transactions ont été enregistrées selon la méthode du coût d'acquisition.

La juste valeur des actifs et passifs de la SCI rue de Chartres a été déterminée lors de la prise de contrôle de cette société en juillet 2005. En 2006, le rachat de 19 % des titres de cette société, portant le pourcentage de contrôle du groupe à 100 %, il a été estimé, notamment compte tenu de la nature de cette société que la juste valeur antérieurement déterminée n'avait pas variée. La méthode de réestimation totale ayant été appliquée à l'époque, l'opération réalisée en 2006 a donc été analysée comme le rachat de la quote-part des intérêts minoritaires s'élevant à 275 K€ pour un montant de 267 K€.

L'écart initial affecté en immobilisations corporelles (terrains et constructions) n'a pas été modifié.

3.2. – Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition de 172 K€ proviennent :

- pour 21 K€ du rachat d'actions ADLPartner Marketing en 1999, totalement déprécié ;
- pour 84 K€ du rachat de 100 % des actions de la société Le Grand Tirage au 30 juin 2005, totalement déprécié ;
- pour 100 K€ du rachat de 1,5 % des actions de la société Abo Service International au 30 juin 2005 ;
- pour 72 K€ du rachat de 1,5 % des actions de la société Abo Service International au 31 décembre 2005.

Ils sont testés annuellement et alloués à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) concernée.

Une projection des flux de trésorerie est établie à partir des budgets les plus récents approuvés par la direction pour les 5 prochaines années et d'une valeur actualisée à l'infini.

Le taux d'actualisation utilisé pour les flux du secteur est commun à tous les secteurs. Il a été déterminé sur la base d'une méthode élaborée par une société externe (Associés en Finances) et se monte à 8,30 %, qui se décompose en 3,90 % pour le coût de l'argent (OAT à 3 ans) et 4,40 % pour la prime de risque.

3.3. – Immobilisations incorporelles

(En K€.)	Logiciels	Autres	Total
Valeur brute			
Au 1er janvier 2005	4 673	273	4 946
Acquisitions	889	700	1 589
Cessions			0
Transferts et autres	-551	-293	-844
Au 1er janvier 2006	5 011	680	5 691
Acquisitions	1 102	284	1 386
Cessions			
Transferts et autres	-1 046	-913	-1 959
Au 31 décembre 2006	5 067	51	5 118
Amortissements cumulés et dépréciations			
Au 1er janvier 2005	3 135	0	3 135
Acquisitions / Cessions	-16		-16
Amortissement de l'exercice	725		725
Transferts et autres	-83		-83
Au 1er janvier 2006	3 761	0	3 761
Acquisitions / Cessions			0
Amortissement de l'exercice	706		706
Transferts et autres	-1 046		-1 046
Au 31 décembre 2006	3 421	0	3 421
Valeur nette			
Au 31 décembre 2006	1 646	51	1 697
Au 31 décembre 2005	1 250	680	1 930

Le mouvement essentiel enregistré par l'actif immobilisé est l'investissement dans une nouvelle application informatique de gestion pour 776 K€, remplaçant l'ancienne application totalement amortie, désinvestie pour 999 K€ en valeur brute.

3.4. – Immobilisations corporelles

(En K€.)	Terrains & constructions	Agencements installations	Matériels & équipements	Total
Valeur brute				
Au 1er janvier 2005	3 372	1 719	2 374	7 465
Acquisitions		1 266	196	1 462
Variation de périmètre	2 086			2 086
Transferts et autres	-430	-1 345	-249	-2 024
Au 1er janvier 2006	5 028	1 640	2 321	8 989
Acquisitions	49	155	225	429
Cessions				0
Transferts et autres		-8	-93	-101
Au 31 décembre 2006	5 077	1 787	2 453	9 317
Amortissements cumulés et dépréciations				
Au 1er janvier 2005	1 515	1 582	2 166	5 263

Charge d'amortissement de l'exercice	87	84	136	307
Cessions	-61		-33	-94
Transferts et autres	-343	-1 002	-239	-1 584
Au 1er janvier 2006	1 198	664	2 030	3 892
Charge d'amortissement de l'exercice	103	137	144	384
Cessions				0
Transferts et autres		-8	-4	-12
Au 31 décembre 2006	1 301	793	2 170	4 264
Valeur nette				
Au 31 décembre 2006	3 776	994	283	5 053
Au 31 décembre 2005	3 830	976	291	5 097

Il n'y a pas d'actifs sous contrat de location financement.

3.5. – Autres actifs financiers non courants

(En K€.)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Solde au 31/12/2005	772	132	640
Augmentation	37		37
Remboursement			0
Dépréciations nettes	-132	-132	0
Ecart de conversion	-10		-10
Autres			0
Solde au 31/12/2006	667	0	667

(En K€.)	2006	2005
Dépôt de garantie	317	284
Prêts	264	273
Autres	86	83
Total	667	640

3.6. – Impôts différés

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Impôts différés actifs	4 580	4 948
Impôts différés activables	9 229	9 552
Dont non reconnus	4 649	4 604
Impôts différés actifs reconnus	4 580	4 948
Impôts différés passifs	1 006	1 126
Impôts différés nets	3 574	3 822

Au 31 décembre 2006, le Groupe dispose de pertes reportables de 23 923 K€, éventuellement disponibles pour compenser des profits taxables futurs. L'impôt différé actif antérieurement constaté sur les déficits reportables de la filiale Abo Service International a été utilisé sur l'exercice à hauteur de 365 K€. Le solde de 4 580 K€ a été maintenu à l'actif du bilan à la clôture, le groupe estimant que les perspectives de résultat de cette filiale rendent probable la récupération de cet impôt différé.

Par contre, aucun impôt différé actif n'a été reconnu pour un montant de 13 502 K€ de pertes reportables dans les autres filiales, le Groupe ayant pris comme règle de ne constater aucun impôt différé actif tant que le résultat comptable d'une filiale n'est pas durablement positif.

3.7. – Stocks

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
----------	------------	------------

Abonnements Abo Service International	2 853	1 840
Primes (cadeaux clients)	844	613
Livres-audio-vidéo	1 840	1 388
Documents de traitements, emballages	62	35
Total général au coût historique	5 599	3 876
Dépréciation à l'ouverture	326	571
Augmentation	438	326
Diminution	-326	-571
Dépréciation à la clôture	438	326
Total net à la valeur de réalisation	5 161	3 550

3.8. – Clients et autres débiteurs

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Valeur brute des créances sur la vente de produits et services	26 424	22 869
Dépréciation sur créances clients	-3 102	-2 852
Avances et acomptes	504	736
Créances envers l'Etat	5 376	4 010
Autres débiteurs	720	1 752
Total	29 922	26 515

Le montant net comptabilisé pour les créances correspond à leur juste valeur.

3.9. – Autres actifs

(En K€.)	2006	2005
Charges constatées d'avances	4 486	5 882
Total	4 486	5 882

Les charges constatées d'avance concernent principalement les charges exposées pour la conception, la fabrication, le routage, l'affranchissement des mailings et engagées sur l'exercice clos pour les opérations commerciales débutant après la clôture.

3.10. – Trésorerie et équivalents de trésorerie

3.10.1. – Trésorerie

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement	47	102
Liquidités en banque et en caisse	11 464	10 636
Dépôts bancaires à court terme		
Total	11 511	10 738

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois.

Les liquidités proviennent de la cession à la date de clôture des valeurs mobilières de placement.

3.10.2. – Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribuées par des agences internationales de notation.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

3.11. – Capitaux propres

3.11.1. – Capital

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Capital autorisé		

4 500 000 actions ordinaires sans valeur nominale	7 001	7 001
Capital souscrit, appelé et versé		
A l'ouverture de l'exercice	7 001	6 251
Emises suite à l'exercice de stock options		
Emises par incorporation de primes d'apport		750
Emises dans le cadre de la fusion		
Annulées dans le cadre de l'opération de fusion		
A la clôture de l'exercice	7 001	7 001
* <i>Pro forma.</i>		

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant toutes droit aux mêmes dividendes. Les actions détenues au nom d'un même propriétaire depuis plus de 2 ans bénéficient d'un droit de vote double.

3.11.2. – Ecart de conversion

Les écarts de conversion (96 K€ en 2006 et 1 K€ en 2005) correspondent aux effets des fluctuations du cours de la livre sterling, du franc suisse et du réal brésilien par rapport à l'euro.

3.11.3. – Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Le Groupe a mis en place plusieurs plans de stock-options au bénéfice de divers cadres supérieurs et dirigeants du Groupe.

La Société ADLPartner a émis plusieurs plans d'options d'achat d'actions :

- plans A et A' émis le 1er octobre 2002 ;
- plans B et B' émis le 7 octobre 2003 ;
- plan C émis le 5 octobre 2004 ;
- plan D émis le 11 janvier 2005 ;
- plans E et E' émis le 21 décembre 2005 ;
- plan G émis le 23 juin 2006 ;
- plan H émis le 22 septembre 2006 ;
- plans I, I' et I'' émis juridiquement le 23 mars 2007 et relatifs à certaines attributions au titre de l'exercice 2006.

La société France Abonnements a émis un plan le 3 février 2003 repris par ADLPartner, le plan F qui a été modifié le 21 décembre 2005.

La valeur du sous-jacent correspond à la moyenne des cours de bourse des 20 derniers jours de bourse à la date de l'attribution sauf pour le plan F, l'action France Abonnements n'étant pas cotée à la date d'attribution.

La période d'acquisition des droits est échelonnée sur 4 années pour les plans A, B ; elle est immédiate pour les plans A', B', C, E' et H ; elle est de 3 ans pour les plans D, E, G, I, I' et I'', à compter de la date d'attribution.

Les options sont caduques au-delà d'un délai de 5 à 10 années après la date d'attribution. Les options ne peuvent être levées en cas de départ du Groupe par les attributaires, sauf accord spécifique du Directoire et du Conseil de Surveillance.

Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les plans A et A' n'ont par conséquent pas été comptabilisés, conformément à IFRS 1.

Les plans A, B, C et D ont bénéficié de l'attribution d'une option complémentaire pour cinq options anciennes. Ceci est conforme à la décision prise par l'assemblée générale du mois de juin 2005 et mise en oeuvre le 11 juillet 2005 dans le cadre de l'attribution d'une action gratuite pour 5 actions anciennes. Cette modification n'a pas entraîné de charge complémentaire pour le Groupe.

Les options attribuées au titre du plan A et exercées ou annulées au cours de l'exercice 2005 ne sont pas présentées dans le tableau de synthèse ci-après.

Les justes valeurs des stock-options sont calculées selon le modèle de Black, Scholes & Merton. Les options sont systématiquement considérées comme exercées à la fin de leur période d'indisponibilité fiscale, soit 4 ans. La volatilité attendue a été déterminée en utilisant la volatilité historique sur les quatre dernières années et en prenant en compte les estimations d'évolution.

Les hypothèses retenues pour les plans sont les suivantes :

	Volatilité attendue	Durée de vie	Taux sans risque	Dividende
Plan A & A'			Non	valorisé
Plan B & B'	40 %	4 ans	2,87 %	0 %
Plan C	40 %	4 ans	2,87 %	0 %
Plan D	40 %	4 ans	2,87 %	0 %
Plan E & E'	40 %	4 ans	2,89 %	0 %
Plan F	58 %	4 ans	3,06 %	0 %
Plan G	40 %	4 ans	3,58 %	
Plan H	40 %	4 ans	3,58 %	
Plan I, I' & I''	40 %	5 ans	3,59 %	

Les détails des plans en vigueur peuvent être présentés comme ci-dessous :

	Réf. plan	Nombre d'options	Date d'attribution	Valeur du sous-jacent (en €)	Prix d'exercice (en €)	Date d'échéance
Options attribuées et non exercées à l'ouverture de l'exercice	Plan A (*)	28 925	01/10/2002	10,16	6,78	31/12/2007
	Plan B (*)	42 000	07/10/2003	7,21	6,01	31/12/2008
	Plan C (*)	2 713	05/10/2004	13,27	11,06	31/12/2009
	Plan D (*)	14 850	11/01/2005	13,97	11,64	10/01/2015
	Plan E & E'	13 382	21/12/2005	21,71	21,71	21/12/2015
Conversion en options ADLPartner	Plan F	40 185	03/02/2003	21,87	1,43	30/06/2009
Sous-total		142 055				
Modifications au cours de l'exercice						
Nouvelles attributions de l'exercice						
	Plan G	14 080	23/06/2006	15,98	15,98	22/06/2016
	Plan H	1 934	22/09/2006	15,51	15,51	31/12/2011
Au titre de l'exercice 2006	Plan I, I' et I''	11206	23/03/2007	12,27	12,27	23/03/2015
Options devenues caduques au cours de l'exercice						
Options annulées au cours de l'exercice						
Options exercées au cours de l'exercice						
Options attribuées et non exercées à la clôture de l'exercice		169 275				
Options exerçables au 31 décembre 2006		108 739				

(*) Le prix d'exercice indiqué pour ces plans prend en compte l'attribution d'une option complémentaire pour 5 options anciennes.

Le Groupe a comptabilisé une charge de 101 K€ au cours de l'exercice 2006 (comparée à une charge de 59 K€ en 2005), relative aux plans de stock options.

3.11.4. – Plan d'attribution d'actions gratuites

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 20 janvier 2006 ; le volume d'actions attribuées s'élève à la clôture à 22 300 pour un coût provisionné de 237 K€.

3.11.5. – Actions auto détenues

	En nombre de titres	(En K€.)
Au 1er janvier 2005 (pro forma)	380 492	1 603
Acquisitions (y compris attribution actions gratuites)	50 451	311
Cessions	-89 334	-790
Au 1er janvier 2006	341 609	1 124
Acquisitions	9 870	155
Cessions	-8 204	-180
Au 31 décembre 2006	343 275	1 099

Les mouvements ci-dessus globalisent ceux du programme de rachat et ceux de l'animation de marché.

3.11.6. – Dividendes

Il n'y a eu aucune distribution de dividendes durant les 3 derniers exercices.

3.12. – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et auto détenues.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et aux premiers jours les années suivantes.

Le calcul du résultat de base et dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère est basé sur les données suivantes :

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Résultat net des activités arrêtées part du groupe	216	-682
Effet dilutif des actions ordinaires potentielles	0	
Résultats pour les besoins du résultat dilué par action	216	-682

Nombre d'actions (en milliers.)	Exercice 2006	Exercice 2005
Nombre moyen d'actions ordinaires pour le besoin du calcul du résultat de base par action	4 157 558	4 138 950
Effet dilutif des actions ordinaires potentielles		
Options	83 955	90 015
Obligations convertibles	0	0
Nombre moyen d'actions ordinaires pour le besoin du calcul du résultat dilué par action	4 241 513	4 228 965

Les dénominateurs pour les besoins du calcul des résultats par action ont été ajustés pour refléter l'augmentation de capital réalisée en 2005.

	Résultat net (en K€)	Nombre d'actions	Résultat par action (en €)
Résultat net des activités poursuivies part du groupe de base par action	1 530	4 157 558	0,37
Options		83 955	
Obligations convertibles en actions		0	
Résultat net des activités poursuivies part du groupe dilué par action	1 530	4 241 513	0,36

	Résultat net (en K€)	Nombre d'actions	Résultat par action (en €)
Résultat net des activités arrêtées part du groupe de base par action	216	4 157 558	0,05
Options		83 955	
Obligations convertibles en actions		0	
Résultat net des activités arrêtées part du groupe dilué par action	216	4 241 513	0,05

Pour 2006, le résultat net part du groupe de base par action ressort à 0,42 € et le résultat net part du groupe dilué par action à 0,41 €.

3.13. – Provisions à long terme

Elles sont uniquement constituées de provisions relatives à des avantages au personnel, comme le montre le tableau suivant :

	Indemnités fin de carrière	Total provisions à long terme
Solde à l'ouverture	371	371
Variation de périmètre		
Dotations de l'exercice	24	24
Utilisations de l'exercice		
Autres reprises de l'exercice		
Balance au 31 décembre 2006	395	395

La majeure partie des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle avec les hypothèses décrites ci-dessous.

Les provisions inscrites au bilan correspondent à l'engagement net en matière d'indemnités de fin de carrière.

Il a par ailleurs été accordé des avantages en terme de retraite complémentaire.

A ce jour, les éléments décrits ci-dessous concernent les seules sociétés françaises, aucun engagement en matière d'indemnités de fin de carrière ou de retraite n'ayant été donné sur les filiales étrangères du Groupe.

3.13.1. – Avantages accordés au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC)

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations sont les suivantes :

Hypothèses actuarielles

	31/12/2006	31/12/2005
Taux d'actualisation	4,25 %	2,00 %
Augmentation annuelle des salaires	2,50 %	0,50 %
Taux de charges sociales	0,00 %	0,00 %
Turnover	0 à 6 %	0,50 %
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Table de survie	Insee F2000	TV 88-90
Rendement attendu des actifs des plans	2,35 %	2,00 %

Hypothèses non actuarielles

	31/12/2006	31/12/2005
Table des droits	0 à 7,25 mois de salaire	0 à 2 mois de salaire

Un changement de la convention collective applicable aux sociétés ADLP et LGT a entraîné une révision rétroactive des droits précédemment acquis. Ce changement a été traité en tant que coût des services passés.

Ce coût sera inscrit en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel, soit 25,3 ans.

Les montants comptabilisés au titre des engagements de fin de carrière sont les suivants :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Valeur actuelle des obligations	974	371
Coûts des services passés non comptabilisés	-579	0
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-85	-83
Dette nette comptabilisée au bilan	310	288

Les montants comptabilisés au titre des engagements de fin de carrière au compte de résultat par le biais de primes d'assurance sont les suivants :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	0	38
Charge nette comptabilisée en résultat	0	38
Dont en résultat opérationnel	0	38
Dont en autres produits et charges financières		

La charge pour l'exercice est incluse sur la ligne « Autres charges externes » du compte de résultat.

Le rendement réel des actifs des plans s'est élevé à 2 K€ en 2006.

Les changements dans la valeur actuelle des obligations liées aux indemnités de fin de carrière peuvent se présenter comme suit :

(En K€.)			31/12/2006	31/12/2005
Obligations à l'ouverture de l'exercice			371	444
Coût des services				
Intérêt			0	-73
Pertes actuarielles				
Prestations payées				
Coût des services passés			24	
Obligations à la clôture de l'exercice			395	371

Les changements dans la juste valeur des actifs peuvent se présenter comme suit :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Juste valeur des actifs à l'ouverture	83	63
Gains actuariels	2	2
Contributions de l'employeur	0	38
Prestations payées	0	-20
Juste valeur des actifs à la clôture	85	83

La juste valeur des actifs à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En %.)	31/12/2006	31/12/2005
Instruments de capitaux propres (actions)	9,2 %	10,4 %
Instruments de dettes (obligations)	78,5 %	79,9 %
Immobiliers	0,1 %	
Autres actifs	12,2 %	9,7 %
Total	100,0 %	100,0 %

L'historique des plans pour l'exercice actuel et l'exercice antérieur peut se présenter comme suit :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Valeur actuelle des obligations	395	371	444
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-85	-83	-63
Engagement net	310	288	381

3.13.2. – Avantages accordés au titre des retraites complémentaires

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes :

	31/12/2006	31/12/2005
Taux d'actualisation	4,07 %	3,52 %
Rendement attendu des actifs des plans	3,90 %	4 %
Augmentation annuelle des salaires	0,50 %	2,50 %
Augmentation annuelle des pensions de retraite	1 à 3 %	1 à 3 %

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au bilan sont les suivants :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Valeur actuelle des obligations	488	570
Juste valeur des actifs des plans de retraite	615	592
Dette nette comptabilisée au bilan	0	0

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat sont les suivants :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	0	40
Charge nette comptabilisée en résultat	0	40

La charge pour l'exercice est incluse sur la ligne charges de personnel du compte de résultat.

Le rendement réel des actifs des plans s'est élevé à 29 K€ en 2006 contre 39 K€ en 2005.

Les changements dans la valeur actuelle des obligations de retraite peuvent se présenter comme suit :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Obligations à l'ouverture de l'exercice	570	882
Coût des services	24	31
Intérêt	20	32
Pertes ou (gains) actuarielles	-126	73
Prestations payées		-448
Obligations à la clôture de l'exercice	488	570

Les changements dans la juste valeur des actifs des plans peuvent se présenter comme suit :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Juste valeur des actifs à l'ouverture	591	980
Rendement attendu	24	30
Contributions de l'employeur	0	29
Prestations payées	0	-448
Juste valeur des actifs à la clôture	615	591

La juste valeur des actifs des plans à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En %.)	31/12/2006	31/12/2005
Instruments de capitaux propres (actions)	8 %	12 %
Instruments de dettes (obligations)	89 %	85 %
Immobiliers	0 %	0 %
Autres actifs	3 %	3 %
Total	100 %	100 %

L'historique des plans pour l'exercice actuel et les exercices antérieurs peut se présenter comme suit :

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Valeur actuelle des obligations	488	570	882
Juste valeur des actifs des plans de retraite	615	592	981
Engagement net	0	0	0

Il n'y a eu aucun nouveau plan ouvert sur les trois derniers exercices.

3.14. – Passifs financiers

Passifs financiers non-courants (en K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Découverts bancaires		
Emprunts bancaires		61
Emprunts et dettes financières diverses	924	1 153
Total	924	1 214

Passifs financiers courants (en K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Découverts bancaires	4	2 055
Emprunts bancaires	60	123
Emprunts et dettes financières diverses	239	245
Total	303	2 423

Les passifs financiers non courants ont tous une échéance inférieure à cinq ans.

Les montants des emprunts sont libellés dans les devises suivantes :

	31/12/2006		31/12/2005	
	(En K€.)	%	(En K€.)	%
Découverts bancaires en euros	4	0,3 %	2 055	56,5 %
Découverts bancaires en livres sterling	0	0,0 %	0	0,0 %
Emprunts bancaires en euros	60	4,9 %	184	5,1 %
Emprunts et dettes financières diverses en euros	899	73,3 %	1 125	30,9 %
Emprunts et dettes financières diverses en francs suisses	264	21,5 %	273	7,5 %
Total	1 227	100,0 %	3 637	100,0 %

Les emprunts bancaires à hauteur de 60 K€ (contre 184 K€ à fin 2005) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux.

Les intérêts sur les dettes bancaires sont à taux variable, indexés sur l'Euribor 6 mois pour le crédit moyen terme utilisé et sur l'Euribor 3 mois pour les lignes moyen terme non utilisées.

Les intérêts sur les autres dettes sont à taux variable, indexé sur la moyenne des taux effectifs moyens trimestriels des établissements de crédit pour les prêts à taux variable aux entreprises d'une durée supérieure à 2 ans.

3.15. – Impôts différés passifs

L'imposition différée passive de 1 006 K€ est principalement liée à la provision pour amortissements dérogatoires de 723 K€ et à l'écart d'évaluation sur les actifs de la SCI de la Rue de Chartres pour 644 K€, sur lesquels s'imputent des impôts différés actifs de 360 K€ (Organic, participation, indemnités de fin de carrière).

3.16. – Provisions à court terme

(En K€.)	Provision pour litiges	Provision pour risques	Total provisions à court terme
Solde à l'ouverture	364	186	550
Dotations de l'exercice	97	29	126
Utilisations de l'exercice	-314	-47	-361
Autres reprises de l'exercice	-45	-11	-56
Balance au 31 décembre 2006	102	157	259

Elles sont constituées chez ADLPartner par :

- 128 K€ de provision pour litiges prud'homaux ;
- 56 K€ de provision pour litiges clients ;
- 46 K€ de provision pour divers litiges.

Une provision pour perte de créance fiscale a été constituée sur ADLPartner Brésil pour 29 K€.

3.17. – Fournisseurs et autres créanciers

(En K€.)	31/12/2006	31/12/2005
Avances et acomptes reçus	1 592	1 044
Editeurs	16 022	15 082
Fournisseurs	16 530	16 902
Dettes sur immobilisations	4	12
Autres crédateurs	896	2 285
Total	35 044	35 325

La ligne « Autres crédateurs » est essentiellement constituée de dettes sur les loteries organisées par le Groupe et en cours au moment de la clôture. La totalité de ces dettes est à moins d'un an.

3.18. – Autres passifs

Ce poste est constitué par les produits constatés d'avances. Ces produits constatés d'avance concernent les produits des opérations commerciales de l'année suivante, qui sont enregistrés sur l'exercice en cours.

4. – Notes relatives au compte de résultat

4.1. – Produits

Le volume d'affaires brut représente la valeur des abonnements et autres produits commercialisés (cf. « Indicateurs clés de performance »), alors que le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut de commissionnaire de presse pour les ventes d'abonnements) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires correspond donc en réalité à une marge brute, puisqu'il déduit du montant des ventes encaissées le coût des magazines vendus.

Le chiffre d'affaires net hors taxes se présente comme suit :

Par zone géographique

	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation
France	94 712	91 594	3,4 %
International	17 533	18 044	-2,8 %
Total	112 245	109 638	2,4 %

Par offre produits

	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation
Offre abonnements à durée libre (ADL)	54 192	48 671	11,3 %
Offre abonnements à durée déterminée (ADD)	29 417	30 651	-4,0 %
Offre livres-objets-audio-video (LOAV)	24 633	25 883	-4,8 %
Autres offres	4 003	4 433	-9,7 %
Total	112 245	109 638	2,4 %

4.2. – Données sociales

Les charges de personnel et l'effectif moyen sont les suivants :

Charges de personnel (En K€.)	2006	2005
Salaires et traitements	11 729	11 939
Charges sociales	5 595	5 725
Intéressement	1 273	1 231
Participation	583	30
Plan social	0	6
Indemnités transactionnelles et prud'hommales	862	1 977
Indemnités fin de carrière	24	-74

Stocks Options	101	66
Attribution actions gratuites	237	0
Total	20 404	20 900

Effectif moyen	2006	2005
Cadres	98	102
Agents de maîtrise	52	50
Employés	119	119
Total	269	271

4.3. – Autres produits et charges d'exploitation

Ils concernent essentiellement le coût net des pertes clients.

4.4. – Résultat financier net

Le résultat financier se ventile comme suit :

(En K€.)	2006	2005
Plus-values sur placements	189	114
Intérêts sur placements et produits assimilés	139	125
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	328	239
Intérêts et charges assimilées	-217	-407
Reprises sur provisions financières	132	275
Coût de l'endettement financier brut	-85	-132
Coût de l'endettement financier net (coût si < 0, produits si > 0)	243	107
Produits financiers de participation (1)	7	7
Différences de change sur prêts filiales	-81	103
Autres différences de change	-56	5
Total autres produits et charges financières	-130	115
Résultat financier	113	222

(1) Intérêts sur prêt ADLP Suisse (intégration proportionnelle).

4.5. – Impôts sur le résultat

4.5.1. – Analyse de la charge d'impôts

(En K€.)	2006	2005
Charge d'impôts exigibles	2 368	1 161
Charge d'impôts différés	248	1 695
Total impôts sur le résultat	2 616	2 856

4.5.2. – Rapprochement entre la charge d'impôts et le résultat avant impôts

(En K€.)	2006	2005
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	4 356	4 569
Taux théorique d'imposition	34,4 %	34,9 %
Charge d'impôt théorique	1 500	1 596
Rapprochement		
Effet des déficits de l'exercice non activés	1 606	1 359
Effet de l'imputation des déficits antérieurs non activés	0	0

Effet des différences permanentes, de taux d'impôt et autres	127	-99
Sous total	1 733	1 260
Charge d'impôt	3 233	2 856
Taux effectif d'impôt	74,2 %	62,5 %

La liquidation de la filiale Italienne se traduit par un produit d'impôt société de 616 K€ lié à l'imputation de son déficit fiscal sur le résultat bénéficiaire de la société mère. Ce produit a été reclassé dans le résultat des activités arrêtées

La charge d'impôt totale ressort à 2 616 K€.

4.6. – Activités abandonnées

Le directoire a jugé que les perspectives de la société ADLPartner Italia, qui avait démarré ses opérations en décembre 2003, n'étaient pas suffisantes et la décision a été prise en mars 2006 dans un premier temps d'arrêter les investissements commerciaux, puis ultérieurement de procéder à la liquidation de la filiale intervenue en décembre 2006.

ADLPartner Marketing est intervenue dans la liquidation de la filiale italienne en reprenant le portefeuille résiduel d'abonnements.

Compte de résultat des activités abandonnées

(En K€.)	2006	2005
Chiffre d'affaires	155	114
Charges d'exploitation	-385	-827
Résultat opérationnel	-230	-713
Résultat financier	2	32
Charge d'impôt	18	-1
Perte sur prêt	-206	
Solde part des réserves groupe	15	
Gain d'impôt société	617	
Résultat net	216	-682

La trésorerie des activités abandonnées passe de 669 K€ au 31 décembre 2005 à 64 K€ au 31 décembre 2006. Elle concerne uniquement ADLPartner Marketing dont la trésorerie a diminué du fait du remboursement de 575 K€ à ses associés prélevés sur le poste « Capital Réserves ».

5. – Informations complémentaires

5.1. – Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie présente une variation de trésorerie nette de 2 824 K€, qui se décompose de la façon suivante :

- +6 098 K€ provenant de la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt société ;
- -2 342 K€ de la variation du BFR lié à l'activité : le BFR reste négatif, représentant 8,5 jours de Volume d'Affaires Brut ;
- -1 181 K€ d'investissements (logiciels pour -474 K€ ; aménagements des bureaux de Montreuil pour -337 K€ ; rachat des minoritaires des sociétés SCI de la Rue de Chartres et ADLPartner Marketing pour -342 K€) ;
- -297 K€ liés aux opérations de financement, dont 342 K€ afférents à des remboursements d'emprunts, essentiellement le crédit vendeur mis en place pour l'acquisition des parts de la SCI de la Rue de Chartres.

5.2. – Transactions avec les parties liées

Les entités de contrôle ultimes du Groupe sont respectivement : le groupe familial Vigneron avec la société Sogespa – 3 rue Henri Rol-Tanguy – 93100 Montreuil (France) et Publishers Clearing House – 382 Chanel Drive – Port Washington (New York - USA).

Les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées au Groupe sont éliminées en consolidation. Elles ne sont pas présentées dans les notes aux états financiers.

Les détails des transactions entre le Groupe et des parties liées au Groupe sont présentés ci-après.

(En K€.)	Ventes de produits		Achats	
	2006	2005	2006	2005
Société mère ADLPartner vers les parties liées	46	40	62	130
Sociétés de contrôle vers le Groupe	62	127	20	26
Co entreprises (intégration proportionnelle)	0	3	26	14

Les ventes de produits sont réalisées aux prix habituels pratiqués par le Groupe avec des clients externes. Les achats sont réalisés au prix de marché.

(En K€.)	Créances sur les parties liées		Dettes envers les parties liées	
	2006	2005	2006	2005
Société mère ADLPartner				
Sociétés de contrôle	11		0	2
Co entreprises (intégration proportionnelle)	554	560	0	5

Aucune charge n'a été constatée pour créance irrécouvrable pour des montants dus par des parties liées.

5.3. – Avantages aux dirigeants

Les charges enregistrées au titre des rémunérations et avantages assimilés accordées aux dirigeants (mandataires sociaux) s'établissent comme suit :

(En K€.)	2006	2005
Avantages à court terme	1046	1 270
Avantages postérieurs à l'emploi	0	448
Indemnités de fin de contrat de travail	0	1 397
Total	1046	3 115

Des dirigeants bénéficient d'avantages postérieurs à l'emploi sous la forme de primes de départ, calculées sur la base de leur dernière rémunération annuelle globale.

5.4. – Transactions non réalisées en trésorerie

Au cours de l'exercice, ADLPartner a souscrit à l'augmentation du capital par incorporation de prêt :

- de sa filiale anglaise, qu'elle détient à 100 %, pour 3 568 K€ (augmentation suivie d'une réduction de capital de 6 431 K€ pour apurement des pertes) ;
- de sa filiale italienne, qu'elle détenait à 100 % avant liquidation, pour 717 K€ (augmentation suivie d'une réduction de capital de 811 K€ pour apurement des pertes) ;
- de sa filiale espagnole (Suscripcion España), qu'elle détient à 100 %, pour 1 500 K€.

5.5. – Engagements donnés et reçus

5.5.1. – Engagements donnés

5.5.1.1. – Crédits long terme

France Abonnements a octroyé à la BNP, en garantie du crédit long terme de 1 829 K€, une hypothèque de 3ème rang sur le bail à construction consenti par la SCI avenue de Chartres en sa faveur. Au 31 décembre 2006, l'engagement donné par ADLPartner est de 61 K€. Il n'existe plus de dette au titre des hypothèques de 1er et 2ème rangs.

Cet engagement disparaîtra avec l'arrivée du terme de ce crédit le 30 mars 2007.

L'emprunt à 5 ans de 2 500 K€ mis en place au 1er juin 2003 chez ADLPartner est à taux variable basé sur l'Euribor 3 mois et est remboursable à compter de 2005. Pour faire face au risque de taux d'intérêts, un instrument financier à terme - Collar - a été utilisé dont les caractéristiques sont les suivantes :

- notionnel : 3 000 K€ ;
- durée : du 30 mai 2003 au 31 décembre 2008 ;
- taux plafond : 4 % ;
- taux plancher : 2,45 %.

Cet instrument est remboursable selon la même échéance. Les pertes et gains relatifs à ce contrat sont comptabilisés en résultat financier (produits financiers de 1 K€).

La situation au 31 décembre 2006 se présente comme suit :

	31/12/2006	Paiement dus par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit	875	375	500	0
Garanties	61	61	0	0
	936	436	500	0

5.5.1.2. – Locations locaux

Les baux signés par le groupe pour ses locaux sont détaillés ci-dessous en valeur H.T.

	Total au 31/12/2006	Paiement dus par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Contrats de locations simple				
France	3 294	859	2 435	-

Allemagne	32	32		
Angleterre	18	18	-	
Espagne	28	22	6	-
Brésil	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-
Total	3 372	931	2 441	-

5.5.1.3. – Droit individuel à la formation (DIF)

L'engagement en matière de droit individuel à la formation est évalué à 7 980 heures au 31 décembre 2006.

5.5.2. – Engagements reçus

France Abonnements a consenti à sa filiale SIDD, lors d'un exercice précédent, un abandon de créance de 686 K€ assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. En 1999, France Abonnements a renoncé à faire jouer cette clause, compte tenu de la nature du bénéfice de SIDD au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1998. Au 31 décembre 2006, l'engagement reçu au profit d'ADLPartner est toujours de 686 K€.

5.6. – Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture non pris en compte n'est à signaler.

5.7. – Dettes potentielles

Aucun engagement nouveau n'a été pris postérieurement à la clôture des comptes susceptible d'engendrer un accroissement des dettes par rapport à la situation du 31 décembre 2006.

6. – Liste des sociétés consolidées

Sociétés consolidées	Forme	Siège	Pourcentage de contrôle	Pourcentage intérêts groupe	Méthode
ADLPartner	SA	France	Mère	100,00 %	Intégration globale
SIDD	SARL	France	99,96 %	99,96 %	Intégration globale
Abo Service International	GmbH	Allemagne	52,22 %	52,20 %	Intégration globale
ADLPartner Marketing GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	Intégration globale	
Suscripciones España	SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
ADLPartner Hispania	SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
ADLPartner UK	Limited	Angleterre	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
ADLPartner Suisse	SA	Suisse	50,00 %	50,00 %	Intégration proportionnelle
ADL Servicios de Fidelização	Srl	Brésil	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
Le Grand Tirage	Sarl	France	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
SCI rue de Chartres	SCI	France	100,00 %	100,00 %	Intégration globale

Une filiale non significative n'est pas mentionnée.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels au 31 décembre 2006.

ADLPartner Italia, dont la liquidation est intervenue le 18 décembre 2006, est déconsolidée à la clôture de l'exercice.

7. – Informations sectorielles

7.1. – Secteur primaire

Les résultats par zone géographique pour l'exercice 2006 sont détaillés ci-après :

(En K€.)	France		International		Interzone		Consolidé	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Chiffre d'affaires net HT	95 574	92 527	17 533	18 044	-862	-933	112 245	109 638
Résultat opérationnel	8 444	6 364	-3 584	-2 017			4 860	4 347
Résultat net	5 782	4 492	-3 826	-3 461			1 956	1 031

Les coûts de la Direction Internationale sont supportés par la société mère.

Les actifs et passifs par zone géographique pour l'exercice 2006 se présentent comme suit :

Bilan actif (en K€.)	France		International		Interzone		Consolidé	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Actifs non-courants								
Ecart d'acquisition	172	172					172	172
Immobilisations incorporelles	1 583	1 746	113	184			1 697	1 930
Immobilisations corporelles	4 958	5 019	95	79			5 053	5 097
Autres actifs financiers	4 687	5 938	63	52	-4 083	-5 351	667	640
Actifs d'impôt différé		3	4 580	4 945			4 580	4 948
Sous-total actifs non-courants	11 400	12 878	4 851	5 260	-4 083	-5 351	12 168	12 787
Actifs courants								
Stocks	2 094	1 528	3 067	2 022			5 161	3 550
Clients et autres débiteurs	22 536	21 842	8 189	5 392	-803	-719	29 922	26 515
Autres actifs	3 790	4 512	695	1 370			4 486	5 882
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 619	7 043	2 892	3 696			11 511	10 738
Sous-total actifs courants	37 040	34 924	14 843	12 480	-803	-719	51 080	46 685
Total actifs	48 440	47 802	19 694	17 739	-4 886	-6 069	63 248	59 472

Bilan passif (en K€.)	France		International		Interzone		Consolidé	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Capital							7 001	7 001
Réserves consolidées							3 644	2 499
Résultat consolidé							1 956	1 031
Capitaux propres							12 600	10 531
Passifs non-courants								
Provisions à long terme	395	371					395	371
Passifs financiers	660	941	264	273			924	1 214
Impôts différés	1 006	1 126					1 006	1 126
Sous-total passif non-courants	2 061	2 438	264	273			2 326	2 711
Passifs courants								
Provisions à court terme	230	550	29				259	550
Dettes fiscales et sociales	9 210	7 297	2 915	497			12 126	7 793
Fournisseurs et autres crédateurs	30 208	29 887	5 639	6 157	-803	-719	35 044	35 325
Passifs financiers	303	2 423	4 083	5 351	-4 083	-5 351	303	2 423
Autres passifs	434	5	157	133			591	138
Sous-total passif courants	40 385	40 162	12 824	12 137	-4 886	-6 069	48 322	46 230
Capitaux propres et passifs							63 248	59 472

Les autres informations par zone géographique pour l'exercice 2006 sont détaillées ci-après :

Effectif moyen	France	International	Total
Cadres	96	2	98
Agents de maîtrise	46	6	52
Employés	85	34	119
Total	227	42	269

7.2. – Secteur secondaire

Le secteur secondaire présente l'activité par type d'offre produits.

Le chiffre d'affaires se présente ainsi :

(En K€.)	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation
----------	---------------	---------------	-----------

Offre abonnements à durée libre (ADL)	54 192	48 671	11,3 %
Offre abonnements à durée déterminée (ADD)	29 417	30 651	-4,0 %
Offre livres-objets-audio-video (LOAV)	24 633	25 883	-4,8 %
Autres offres	4 003	4 433	-9,7 %
Total	112 245	109 638	2,4 %

Il n'est pas possible de distinguer les actifs d'exploitation en fonction des offres :

- les actifs incorporels (logiciels) sont communs à toutes les offres ;
- les actifs corporels (bâtiments, machines) sont, soit communs à toutes les offres, soit plus spécifiquement dédiés à des activités de siège ;
- les stocks sont décrits au 3.7. de cette annexe ;
- les comptes clients sont nominatifs, un même client pouvant avoir souscrit différentes offres (ADL, ADD et/ou LOAV) dans une seule commande.

0705655